

LA CONSTITUTION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

adoptée par vote populaire le 12 décembre 1993

avec les amendements approuvés en cours de vote russe le 1^{er} juillet 2020

Nous, peuple multinational de la Fédération de Russie, uni par un destin commun sur notre terre, affirmant les droits et libertés de l'homme, la paix civile et la concorde, conservant l'unité de l'État historiquement constituée, nous fondant sur les principes universellement reconnus d'égalité en droit et d'autodétermination des peuples, vénérant la mémoire des ancêtres qui nous ont transmis l'amour et le respect de la Patrie, la foi dans le bien et la justice, faisant renaître l'État souverain de la Russie et rendant intangible son fondement démocratique, visant à assurer le bien-être et la prospérité de la Russie, mus par la responsabilité pour notre Patrie devant les générations présentes et futures, nous reconnaissant comme une part de la communauté mondiale, adoptons LA CONSTITUTION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.

Titre Premier

Chapitre 1. Fondements de l'ordre constitutionnel

Article 1

1. La Fédération de Russie - Russie est un État démocratique, fédéral, un État de droit, ayant une forme républicaine de gouvernement.
2. Les dénominations “Fédération de Russie” et “Russie” sont équivalentes.

Article 2

L'homme, ses droits et libertés, constituent la valeur suprême. La reconnaissance, le respect et la protection des droits et libertés de l'homme et du citoyen sont une obligation de l'État.

Article 3

1. Le détenteur de la souveraineté et l'unique source du pouvoir dans la Fédération de Russie est son peuple multinational.
2. Le peuple exerce son pouvoir directement, ainsi que par l'intermédiaire des organes du pouvoir d'État et des organes de l'autoadministration locale.
3. Le référendum et les élections libres sont l'expression directe suprême du pouvoir du peuple.

4. Personne ne peut s'attribuer le pouvoir en Fédération de Russie. La prise du pouvoir ou l'usurpation de prérogatives du pouvoir sont poursuivies selon la loi fédérale.

Article 4

1. La souveraineté de la Fédération de Russie s'étend à l'ensemble de son territoire.

2. La Constitution de la Fédération de Russie et les lois fédérales ont primauté sur tout le territoire de la Fédération de Russie.

3. La Fédération de Russie assure l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire.

Article 5

1. La Fédération de Russie est composée de républiques, de territoires, de régions, de villes d'importance fédérale, d'une région autonome et de districts autonomes, sujets égaux en droits de la Fédération de Russie.

2. La république (État) a sa Constitution et sa législation. Le territoire, la région, la ville d'importance fédérale, la région autonome, le district autonome possèdent leur statut et leur législation.

3. La structure fédérale de la Fédération de Russie est fondée sur son intégrité comme État, l'unité du système du pouvoir d'État, la délimitation des domaines de compétence et des attributions entre les organes du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie, l'égalité en droits et l'autodétermination des peuples dans la Fédération de Russie.

4. Dans leurs rapports mutuels avec les organes fédéraux du pouvoir d'État tous les sujets de la Fédération de Russie sont égaux entre eux.

Article 6

1. La citoyenneté de la Fédération de Russie s'acquiert et se perd conformément à la loi fédérale. Elle est unique et égale indépendamment des motifs de son acquisition.

2. Chaque citoyen de la Fédération de Russie possède sur son territoire tous les droits et libertés et est tenu par des obligations égales, prévues par la Constitution de la Fédération de Russie.

3. Le citoyen de la Fédération de Russie ne peut être privé de sa citoyenneté ni du droit d'en changer.

Article 7

1. La Fédération de Russie est un État social, dont la politique vise à établir des conditions assurant une vie digne et un libre développement de l'homme.

2. Le travail et la santé des individus sont protégés dans la Fédération de Russie; un minimum garanti de rémunération du travail y est établi; l'aide de l'État à la famille, la maternité, la paternité et l'enfance, aux invalides et aux personnes âgées y est garantie; il y est développé un système de services sociaux, établi des pensions, allocations d'État et autres garanties de protection sociale.

Article 8

1. Dans la Fédération de Russie sont garantis l'unité de l'espace économique, la libre circulation des biens, services et moyens financiers, le soutien de la concurrence, la liberté de l'activité économique.

2. Dans la Fédération de Russie sont également reconnues et protégées la propriété privée, d'État, municipale et les autres formes de propriété.

Article 9

1. La terre et les autres ressources naturelles sont exploitées et protégées dans la Fédération de Russie comme base de la vie et de l'activité des peuples vivant sur le territoire concerné.

2. La terre et les autres ressources naturelles peuvent faire l'objet de la propriété privée, d'État, municipale et d'autres formes de propriété.

Article 10

Le pouvoir d'État dans la Fédération de Russie est exercé sur la base de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Les organes des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont indépendants.

Article 11

1. Le Président de la Fédération de Russie, l'Assemblée fédérale (Conseil de la Fédération et Douma d'État), le Gouvernement de la Fédération de Russie, les tribunaux de la Fédération de Russie exercent le pouvoir d'État dans la Fédération de Russie.

2. Le pouvoir d'État dans les sujets de la Fédération de Russie est exercé par les organes du pouvoir d'État qu'ils établissent.

3. La délimitation des domaines de compétence et des attributions entre les organes du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie est effectuée par la présente Constitution, le

Traité fédéral et autres accords relatifs à la délimitation des domaines de compétence et des attributions.

Article 12

L'autoadministration locale dans la Fédération de Russie est reconnue et garantie. L'autoadministration locale est autonome dans les limites de ses compétences. Les organes de l'autoadministration locale ne font pas partie du système du pouvoir d'État.

Article 13

1. Le pluralisme idéologique est reconnu dans la Fédération de Russie.
2. Aucune idéologie ne peut s'instaurer en qualité d'idéologie d'État ou obligatoire.
3. Le pluralisme politique et le multipartisme sont reconnus dans la Fédération de Russie.
4. Les associations sont égales devant la loi.
5. Sont interdites la création et l'activité d'associations dont les buts et les actes visent à modifier par la violence les fondements de l'ordre constitutionnel, à violer l'intégrité de la Fédération de Russie, à attenter à la sécurité de l'État, à créer des formations armées, à inciter à la discorde sociale, raciale, ethnique et religieuse.

Article 14

1. La Fédération de Russie est un État laïc. Aucune religion ne peut s'instaurer en qualité de religion d'État ou obligatoire.
2. Les associations religieuses sont séparées de l'État et égales devant la loi.

Article 15

1. La Constitution de la Fédération de Russie a force juridique supérieure, effet direct et s'applique sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie. Les lois et autres actes juridiques adoptés dans la Fédération de Russie ne doivent pas être contraires à la Constitution de la Fédération de Russie.
2. Les organes du pouvoir d'État, les organes de l'autoadministration locale, les fonctionnaires, citoyens et leurs associations sont tenus de respecter la Constitution de la Fédération de Russie et les lois.
3. Les lois sont soumises à publication officielle. Les lois non publiées ne s'appliquent pas. Aucun acte juridique normatif affectant les droits, libertés et

obligations de l'homme et du citoyen ne peut s'appliquer s'il n'a pas été publié officiellement pour être porté à la connaissance de tous.

4. Les principes et normes universellement reconnus du droit international et les traités internationaux de la Fédération de Russie sont partie intégrante de son système juridique. Si d'autres régies que celles prévues par la loi sont établies par un traité international de la Fédération de Russie, les régies du traité international prévalent.

Article 16

1. Les dispositions du présent chapitre de la Constitution constituent les fondements de l'ordre de la Fédération de Russie et ne peuvent être modifiées que selon la procédure établie par la présente Constitution.

2. Aucune autre disposition de la Constitution ne peut être contraire aux fondements de l'ordre constitutionnel de la Fédération de Russie.

Chapitre 2. Les droits et libertés de l'homme et du citoyen

Article 17

1. Dans la Fédération de Russie sont reconnus et garantis les droits et libertés de l'homme et du citoyen conformément aux principes et normes universellement reconnus du droit international et en conformité avec la présente Constitution.

2. Les droits fondamentaux et libertés fondamentales de l'homme sont inaliénables et appartiennent à chacun de naissance.

3. L'exercice des droits et libertés de l'homme et du citoyen ne doit pas violer les droits et libertés d'autrui.

Article 18

Les droits et libertés de l'homme ont un effet direct. Ils déterminent le sens, le contenu et l'application des lois, l'activité des pouvoirs législatif et exécutif, de l'autoadministration locale et sont garantis par la justice.

Article 19

1. Tous sont égaux devant la loi et le tribunal.

2. L'État garantit l'égalité des droits et des libertés de l'homme et du citoyen indépendamment du sexe, de la race, de la nationalité, de la langue, de l'origine, de la situation patrimoniale et professionnelle, du lieu de résidence, de l'attitude à l'égard de la religion, des convictions, de l'appartenance à des associations, ainsi que d'autres considérations. Toute forme de limitation des droits du citoyen selon des critères d'appartenance sociale, raciale, nationale, de langue ou de religion est interdite.

3. L'homme et la femme ont des droits égaux, des libertés égales et des possibilités égales de les exercer.

Article 20

1. Chacun a droit à la vie.

2. La peine de mort jusqu'à son abolition peut être établie par la loi fédérale en qualité de sanction exceptionnelle pour les infractions particulièrement graves contre la vie et avec attribution à l'accusé du droit de voir sa cause examinée par un tribunal avec la participation de jurés.

Article 21

1. La dignité de l'individu est protégée par l'État. Rien ne peut motiver son abaissement.

2. Nul ne doit être soumis à la torture, à la violence, à d'autres traitements ou peines brutales ou dégradant la dignité humaine. Nul ne peut être sans son libre consentement soumis à des expériences médicales, scientifiques ou autres.

Article 22

1. Chacun a droit à la liberté et à l'inviolabilité personnelle.

2. L'arrestation, la garde à vue et la détention préventive ne sont permises que sur décision judiciaire. Jusqu'à la décision judiciaire personne ne peut être détenue plus de 48 heures.

Article 23

1. Chacun a droit à l'inviolabilité de la vie privée, au secret personnel et familial, à la défense de son honneur et de sa réputation.

2. Chacun a droit au secret de la correspondance, des entretiens téléphoniques, des communications postales, télégraphiques et autres. La limitation de ce droit n'est permise que sur la base d'une décision judiciaire.

Article 24

1. La collecte, la conservation, l'utilisation et la diffusion d'informations relatives à la vie privée d'une personne sans son accord sont interdites.

2. Les organes du pouvoir d'État et les organes de l'autoadministration locale, leurs fonctionnaires sont tenus d'assurer à chacun la possibilité de prendre connaissance des documents et pièces affectant directement ses droits et libertés, si la loi n'en a pas disposé autrement.

Article 25

Le domicile est inviolable. Nul n'a le droit de pénétrer dans un domicile contre la volonté des personnes qui y vivent, sauf dans les cas établis par la loi fédérale ou sur la base d'une décision judiciaire.

Article 26

1. Chacun a droit de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale. Nul ne peut être contraint de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale.

2. Chacun a droit d'utiliser sa langue maternelle, de choisir librement sa langue de communication, d'éducation, d'enseignement et de création.

Article 27

1. Quiconque se trouve légalement sur le territoire de la Fédération de Russie a le droit à la liberté de circulation, au choix du lieu de séjour et de résidence.

2. Chacun peut librement sortir des frontières de la Fédération de Russie. Le citoyen de la Fédération de Russie a le droit de rentrer sans entrave dans la Fédération de Russie.

Article 28

A chacun est garanti la liberté de conscience, la liberté de croyance, y compris le droit de professer et pratiquer individuellement ou avec d'autres toute religion ou de n'en professer et pratiquer aucune, de choisir, d'avoir et de diffuser librement des convictions religieuses et autres ou d'agir conformément à celles-ci.

Article 29

1. A chacun est garanti la liberté de pensée et de parole.

2. Est interdite la propagande ou l'agitation incitant à la haine et à l'hostilité sociale, raciale, nationale ou religieuse. Est interdite la propagande relative à la supériorité sociale, raciale, nationale, religieuse ou linguistique.

3. Nul ne peut être contraint d'exprimer ses opinions et convictions ou de les renier.

4. Chacun a le droit de rechercher, d'obtenir, de transmettre, de produire et de diffuser librement des informations par tout moyen légal. La liste des informations constituant un secret d'État est fixée par la loi fédérale.

5. La liberté de l'information de masse est garantie. La censure est interdite.

Article 30

1. Chacun a le droit d'association, y compris le droit de constituer des syndicats pour la défense de ses intérêts. La liberté de l'activité des associations est garantie.

2. Nul ne peut être contraint d'adhérer à une association quelconque ou d'y demeurer.

Article 31

Les citoyens de la Fédération de Russie ont le droit de se rassembler pacifiquement, sans armes, de tenir des réunions, meetings et manifestations, des marches et piquets.

Article 32

1. Les citoyens de la Fédération de Russie ont le droit de participer à l'administration des affaires de l'État tant directement que par l'intermédiaire de leurs représentants.

2. Les citoyens de la Fédération de Russie ont le droit d'élire et d'être élus dans les organes du pouvoir d'État et les organes de l'autoadministration locale ainsi que de participer au référendum.

3. N'ont pas le droit d'élire et d'être élus les citoyens reconnus incapables par un tribunal ainsi que ceux détenus dans des lieux de privation de liberté par jugement du tribunal.

4. Les citoyens de la Fédération de Russie ont égal accès à la fonction publique.

5. Les citoyens de la Fédération de Russie ont le droit de participer à l'exercice de la justice.

Article 33

Les citoyens de la Fédération de Russie ont le droit de s'adresser personnellement aux organes d'État et aux organes de l'autoadministration locale ainsi que de leur présenter des requêtes individuelles et collectives.

Article 34

1. Chacun a le droit à la libre utilisation de ses capacités et de ses biens pour l'activité d'entreprise et les autres activités économiques non interdites par la loi.

2. Est interdite l'activité économique tendant au monopole et à la concurrence déloyale.

Article 35

1. Le droit de propriété privée est protégé par la loi.

2. Chacun a le droit d'avoir un bien en propriété, de le posséder, d'en jouir et d'en disposer tant individuellement que conjointement avec d'autres personnes.

3. Nul ne peut être privé de ses biens autrement que par décision du tribunal. L'aliénation forcée d'un bien pour cause d'utilité publique ne peut être effectuée que sous condition d'une indemnisation préalable et équitable.

4. Le droit de succession est garanti.

Article 36

1. Les citoyens et leurs associations ont le droit de posséder la terre en propriété privée.

2. La possession, la jouissance et la disposition de la terre et des autres ressources naturelles sont exercées librement par leurs propriétaires, si cela ne porte pas préjudice à l'environnement et ne viole pas les droits et intérêts légaux d'autrui.

3. Les conditions et modalités de jouissance de la terre sont fixées sur la base de la loi fédérale.

Article 37

1. Le travail est libre. Chacun a le droit de disposer librement de ses aptitudes au travail et de choisir son type d'activité et sa profession.

2. Le travail forcé est interdit.

3. Chacun a droit au travail dans des conditions répondant aux exigences de sécurité et d'hygiène, à une rémunération du travail, sans quelque discrimination que ce soit et qui ne soit pas inférieure au minimum de rémunération du travail fixé par la loi fédérale, ainsi que le droit à la protection contre le chômage.

4. Le droit aux conflits du travail, individuels et collectifs, en recourant aux moyens de règlement établis par la loi fédérale y compris le droit de grève, est reconnu.

5. Chacun a droit au repos. La durée du temps de travail, les jours de repos et fériés, le congé payé annuel fixés par la loi fédérale sont garantis au travailleur ayant un contrat de travail.

Article 38

1. La maternité et l'enfance, la famille sont placées sous la protection de l'État.

2. L'entretien des enfants, leur éducation sont un droit égal et une obligation égale pour les parents.

3. Les enfants âgés de plus de 18 ans capables de travailler doivent assurer l'entretien de leurs parents inaptes au travail.

Article 39

1. A chacun est garantie une protection sociale pour la vieillesse, en cas de maladie, d'invalidité, de perte du soutien de famille, pour l'éducation des enfants et dans les autres cas fixés par la loi.

2. Les pensions et les allocations sociales d'État sont fixées par la loi.

3. L'assurance sociale volontaire, la création de formes complémentaires de protection sociale et les activités de bienfaisance sont encouragées.

Article 40

1. Chacun a droit au logement. Nul ne peut être privé arbitrairement de son logement.

2. Les organes du pouvoir d'État et les organes de l'autoadministration locale encouragent la construction de logements, établissent les conditions de la réalisation du droit au logement.

3. Un logement est mis, gratuitement ou pour un loyer abordable, à la disposition des citoyens pauvres et des autres citoyens ayant besoin d'être logés sur les fonds d'État, municipaux et les autres fonds de logements, conformément aux normes fixées par la loi.

Article 41

1. Chacun a droit à la protection de la santé et à l'assistance médicale. L'assistance médicale dans les établissements médicaux d'État et municipaux est dispensée gratuitement aux citoyens sur le compte des moyens budgétaires correspondants, des cotisations d'assurance et des autres ressources.

2. Dans la Fédération de Russie sont financés des programmes fédéraux de protection et d'amélioration de la santé publique, sont prises des mesures pour développer les systèmes de santé d'État, municipal et privé, est encouragée l'activité contribuant à améliorer la santé de l'homme, à développer la culture physique et du sport, à assurer la prospérité écologique et sanitaro-épidémiologique.

3. La dissimulation par les fonctionnaires d'État de faits et de circonstances constituant une menace pour la vie et la santé des personnes entraîne une responsabilité conformément à la loi fédérale.

Article 42

Chacun a droit à un environnement favorable, à une information fiable sur son état et à la réparation du préjudice causé à sa santé ou à ses biens par une infraction écologique.

Article 43

1. Chacun a droit à l'instruction.
2. L'accès général à l'enseignement préscolaire, élémentaire général et secondaire professionnel et sa gratuité sont garantis dans les établissements d'enseignement d'État et municipaux et les entreprises.
3. Chacun a droit, sur la base du concours, de recevoir gratuitement l'enseignement supérieur dans les établissements d'enseignement d'État ou municipaux et les entreprises.
4. L'enseignement général élémentaire est obligatoire. Les parents ou les personnes qui les remplacent s'assurent que les enfants reçoivent l'enseignement général élémentaire.
5. La Fédération de Russie établit les normes fédérales d'enseignement d'État, aide les diverses formes d'enseignement et d'auto enseignement.

Article 44

1. A chacun est garantie la liberté de la création littéraire, artistique, scientifique, technique et autres types de création et d'enseignement. La propriété intellectuelle est protégée par la loi.
2. Chacun a droit de participer à la vie culturelle et d'utiliser les établissements culturels, a accès aux valeurs culturelles.
3. Chacun est tenu de se soucier de la préservation de l'héritage historique et culturel, de conserver les monuments de l'histoire et de la culture.

Article 45

1. La protection par l'État des droits et libertés de l'homme et du citoyen dans la Fédération de Russie est garantie.
2. Chacun a droit de défendre ses droits et libertés par tous les moyens non interdits par la loi.

Article 46

1. A chacun est garantie la protection judiciaire de ses droits et libertés.

2. Les décisions et les actes (ou omissions) des organes du pouvoir d'État, organes de l'autoadministration locale, associations et fonctionnaires, peuvent faire l'objet d'un recours au tribunal.

3. Chacun a le droit conformément aux traités internationaux de la Fédération de Russie de s'adresser aux organes inter étatiques pour la protection des droits et libertés de l'homme, dès lors que tous les moyens de protection juridique internes ont été épuisés.

Article 47

1. Nul ne peut être privé du droit à l'examen de sa cause par le tribunal et par le juge compétent pour cette affaire.

2. La personne accusée d'avoir commis une infraction a le droit à l'examen de sa cause par le tribunal avec la participation de jurés dans les cas prévus par la loi fédérale.

Article 48

1. A chacun est garanti le droit de recevoir une aide juridique qualifiée. Dans les cas prévus par la loi, l'aide juridique est accordée gratuitement.

2. Toute personne arrêtée, gardée à vue ou inculpée a le droit de recourir à l'assistance d'un avocat (défenseur) dès le moment respectivement de l'arrestation, de la garde à vue ou de la signification de l'inculpation.

Article 49

1. Toute personne accusée d'avoir commis une infraction est présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée selon la procédure prévue par la loi fédérale et établie par un jugement d'un tribunal ayant acquise force de chose jugée.

2. L'accusé n'est pas tenu de prouver son innocence.

3. Les doutes non dissipés quant à la culpabilité de la personne sont interprétés en faveur de l'accusé.

Article 50

1. Nul ne peut être condamné à deux reprises pour une seule et même infraction.

2. Dans l'exercice de la justice les preuves obtenues en violation de la loi fédérale sont interdites.

3. Chaque personne condamnée pour une infraction a le droit à la révision du jugement par un tribunal supérieur selon la procédure fixée par la loi fédérale, ainsi que le droit de solliciter la grâce ou une réduction de peine.

Article 51

1. Nul n'est tenu de témoigner contre soi-même, son conjoint et ses proches parents, tels qu'ils sont définis par la loi fédérale.

2. La loi fédérale peut établir d'autres cas d'exonération de l'obligation de donner un témoignage.

Article 52

Les droits des victimes des infractions et des abus de pouvoir sont protégés par la loi. L'État assure aux victimes l'accès à la justice et l'indemnisation du dommage causé.

Article 53

Chacun a droit à la réparation par l'État du préjudice causé par les actes (ou omissions) illégaux des organes du pouvoir d'État ou de leurs fonctionnaires.

Article 54

1. La loi établissant ou aggravant la responsabilité d'une personne n'a pas d'effet rétroactif.

2. Nul ne peut être responsable d'un acte qui, au moment de sa perpétration, n'était pas considéré comme une infraction. Si après la perpétration de l'infraction la responsabilité correspondante est supprimée ou atténuée, la loi nouvelle s'applique.

Article 55

1. L'inscription dans la Constitution de la Fédération de Russie des droits fondamentaux et libertés fondamentales ne doit pas être interprétée comme la négation ou la limitation des autres droits et libertés de l'homme et du citoyen universellement reconnus.

2. Dans la Fédération de Russie ne doivent pas être adoptées de lois supprimant ou restreignant les droits et libertés de l'homme et du citoyen.

3. Les droits et libertés de l'homme et du citoyen ne peuvent être limités par la loi fédérale que dans la mesure nécessaire pour protéger les fondements de l'ordre constitutionnel, de la moralité, de la santé, des droits et des intérêts légaux d'autrui, la garantie de la défense et de la sécurité de l'État.

Article 56

1. Dans les conditions de l'état d'urgence pour assurer la sécurité des citoyens et la protection de l'ordre constitutionnel conformément à la loi constitutionnelle

fédérale peuvent être établies des limitations particulières des droits et libertés avec indication des limites et de la durée de leur effet.

2. L'état d'urgence sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie et dans certaines de ses localités peut être introduit dans les circonstances et selon les modalités fixées par la loi constitutionnelle fédérale.

3. Les droits et libertés prévus aux Articles 20, 21, 23 (1), 24, 28, 34 (1), 40 (1), 46 à 54 de la Constitution de la Fédération de Russie ne peuvent faire l'objet de limitations.

Article 57

Chacun est tenu de payer les impôts et taxes légalement établis. Les lois introduisant de nouveaux impôts ou aggravant la situation des contribuables n'ont pas d'effet rétroactif.

Article 58

Chacun est tenu de protéger la nature et l'environnement, de ménager les ressources naturelles.

Article 59

1. La défense de la Patrie est le devoir et l'obligation du citoyen de la Fédération de Russie.

2. Le citoyen de la Fédération de Russie est tenu au service militaire conformément à la loi fédérale.

3. Le citoyen de la Fédération de Russie, lorsque ses convictions et ses croyances sont contraires à l'accomplissement du service militaire, ainsi que dans les autres cas fixés par la loi fédérale, a le droit de le remplacer par un service civil alternatif.

Article 60

Le citoyen de la Fédération de Russie peut de façon indépendante exercer pleinement ses droits et obligations dès l'âge de 18 ans.

Article 61

1. Le citoyen de la Fédération de Russie ne peut être expulsé hors des frontières de la Fédération de Russie ni extradé dans un autre État.

2. La Fédération de Russie garantit à ses citoyens la défense et la protection hors de ses frontières.

Article 62

1. Le citoyen de la Fédération de Russie peut avoir la citoyenneté d'un État étranger (double citoyenneté) conformément à la loi fédérale ou à un traité international de la Fédération de Russie.

2. La possession par un citoyen de la Fédération de Russie de la citoyenneté d'un État étranger ne restreint pas ses droits et libertés et ne l'exonère pas des obligations découlant de la citoyenneté de la Russie, si la loi fédérale ou un traité international de la Fédération de Russie n'en ont disposé autrement.

3. Les étrangers et les apatrides bénéficient dans la Fédération de Russie des droits et sont tenus aux obligations à égalité avec les citoyens de la Fédération de Russie, à l'exception des cas établis par la loi fédérale ou un traité international de la Fédération de Russie.

Article 63

1. La Fédération de Russie accorde l'asile politique aux citoyens étrangers et aux apatrides conformément aux normes du droit international universellement reconnues.

2. Dans la Fédération de Russie est interdite l'extradition en faveur d'autres États de personnes poursuivies pour leurs convictions politiques ainsi que pour des actes (ou des omissions) non reconnus dans la Fédération de Russie comme infraction. L'extradition des personnes accusées d'une infraction ainsi que le transfert de condamnés pour subir leur peine dans d'autres États sont effectués sur la base de la loi fédérale ou d'un traité international de la Fédération de Russie.

Article 64

Les dispositions du présent chapitre constituent les fondements du statut juridique de l'individu dans la Fédération de Russie et ne peuvent être modifiées que selon la procédure fixée par la présente Constitution.

Chapitre 3. La Fédération de Russie

Article 65

1. Existent au sein de la Fédération de Russie les sujets de la Fédération de Russie:

la République des Adygeï (Adygeï), la République de l'Altaï, la République du Bachkortostan, la République de Bouriatie, la République du Daghestan, la République d'Inguchie , la République Kabardino-Balkare, la République de Kalmoukie , la République Karatchaïevo-Tcherkesse, la République de Carélie, la République des Komi, la République de Crimée, la République de Mariï-El, la République de Mordovie, la République de Sakha (Iakoutie), la République d'Ossétie du Nord - Alanie , la République du Tatarstan (Tatarstan), la République de Touva, la République d'Oudmourtie, la République Khakasse, la République Tchétchène, la République Tchouvache - Tchouvachie ;

le territoire de l'Altaï, le territoire de Zabaïkalié , le territoire du Kamtchatka , le territoire de Krasnodar, le territoire de Krasnoïarsk , le territoire de Perm , le territoire de Primorié, le territoire de Stavropol, le territoire de Khabarovsk;

la région d'Amour, la région d'Arkhangelsk, la région d'Astrakhan, la région de Belgorod, la région de Briansk, la région de Vladimir, la région de Volgograd, la région de Vologda, la région de Voronej, la région d'Ivanovo, la région d'Irkoutsk , la région de Kaliningrad, la région de Kalouga, la région de Ké-mérovo, la région de Kirov, la région de Kostroma, la région de Kourgan, la région de Koursk, la région de Leningrad, la région de Lipetsk, la région de Magadan, la région de Moscou, la région de Mourmansk, la région de Nijni-Novgorod, la région de Novgorod, la région de Novossibirsk, la région d'Omsk, la région d'Orenbourg, la région d'Orel, la région de Penza, la région de Pskov, la région de Rostov, la région de Riazan, la région de Samara, la région de Saratov, la région de Sakhaline, la région de Sverdlovsk, la région de Smolensk, la région de Tambov, la région de Tver, la région de Tomsk, la région de Toula, la région de Tioumen, la région d'Oulianovsk, la région de Tchéliabinsk, la région d'Iaroslavl;

Moscou, Saint-Pétersbourg , Sébastopol - villes d'importance fédérale;

la région autonome Juive;

le district autonome des Nenets, le district autonome des Khanty-Mansi - Yugra , le district autonome des Tchuktches, le district autonome des Iamalo-Nénets.

2. L'admission dans la Fédération de Russie et la formation d'un nouveau sujet au sein de cette dernière s'effectuent selon la procédure fixée par la loi constitutionnelle fédérale.

Article 66

1. Le statut de la république est fixé par la Constitution de la Fédération de Russie et la Constitution de la république.

2. Le statut du territoire, de la région, de la ville d'importance fédérale, de la région autonome, du district autonome est fixé par la Constitution de la Fédération de Russie et par le statut du territoire, de la région, de la ville d'importance fédérale, de la région autonome, du district autonome adopté par l'organe législatif (représentatif) du sujet concerné de la Fédération de Russie.

3. La loi fédérale sur la région autonome, le district autonome peut être adoptée sur proposition des organes législatifs et exécutifs de la région autonome, du district autonome.

4. Les relations des districts autonomes faisant partie d'un territoire ou d'une région, peuvent être réglementées par la loi fédérale et par l'accord entre les organes

du pouvoir d'État du district autonome et, respectivement, les organes du pouvoir d'État du territoire et de la région.

5. Le statut du sujet de la Fédération de Russie peut être modifié par accord mutuel de la Fédération de Russie et du sujet de la Fédération de Russie conformément à la loi constitutionnelle fédérale.

Article 67

1. Le territoire de la Fédération de Russie comprend les territoires de ses sujets, les eaux intérieures et la mer territoriale, l'espace aérien au-dessus d'eux. Conformément à la loi fédérale sur le territoire de la Fédération de Russie on peut créer des territoires fédéraux. L'organisation du pouvoir public des territoires fédéraux est établie par la loi fédérale indiquée.

2. La Fédération de Russie possède les droits souverains et exerce sa juridiction sur le plateau continental et la zone économique exclusive de la Fédération de Russie selon ' les modalités fixées par la loi fédérale et les nonnes du droit international.

2¹. La Fédération de Russie assure la protection de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Les actions (à l'exception de la délimitation, de la démarcation et de la redémarcation de la frontière étatique de la Fédération de Russie avec les États voisins) visant à aliéner une partie du territoire de la Fédération de Russie, ainsi que les appels à telles actions, ne sont pas autorisés.

3. Les frontières entre les sujets de la Fédération de Russie peuvent être modifiées avec leur accord mutuel.

Article 67¹

1. La Fédération de Russie est le successeur légal de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur son territoire, ainsi que le successeur de l'URSS en ce qui concerne l'adhésion aux organisations internationales, à leurs organes, la participation aux traités internationaux, ainsi que les obligations et les actifs de l'URSS en dehors du territoire de la Fédération de Russie prévus par les traités internationaux.

2. La Fédération de Russie, unie par une histoire millénaire, préservant la mémoire des ancêtres, qui nous ont transmis des idéaux et la foi en Dieu, ainsi que la continuité dans le développement de l'État russe, reconnaît l'unité étatique historiquement établie.

3. La Fédération de Russie honore la mémoire des défenseurs de la Patrie, garantit la défense de la vérité historique. La dénégation de la signification de l'héroïsme du peuple lors de la défense de la Patrie n'est pas admise.

4. Les enfants sont la priorité la plus importante de la politique étatique de la Russie. L'État crée les conditions favorables au développement complet spirituel,

moral, intellectuel et physique des enfants, à l'éducation du patriotisme, de la citoyenneté et du respect des aînés. L'État, en garantissant la priorité de l'éducation familiale, assume les responsabilités des parents à l'égard des enfants privés de soins.

Article 68

1. La langue officielle de la Fédération de Russie sur l'ensemble du territoire est le russe comme langue du peuple constitutif, qui fait partie de l'union multinationale des peuples égaux de la Fédération de Russie.

2. Les républiques ont le droit d'établir leurs langues officielles. Dans les organes du pouvoir d'État et les organes de l'autoadministration locale, les établissements d'État de la république, elles sont utilisées parallèlement à la langue officielle.

3. La Fédération de Russie garantit à tous ses peuples le droit au maintien de la langue maternelle, l'établissement de conditions permettant son étude et son développement.

4. La culture dans la Fédération de Russie est l'héritage unique de son peuple multinational. La culture est soutenue et protégée par l'État.

Article 69

1. La Fédération de Russie garantit les droits des peuples autochtones peu nombreux, conformément aux principes et normes universellement reconnus du droit international et aux traités internationaux de la Fédération de Russie.

2. L'État protège l'identité culturelle de tous les peuples et communautés ethniques de la Fédération de Russie, garantit la préservation de la diversité de la culture ethnique et linguistique.

3. La Fédération de Russie soutient les compatriotes résidant à l'étranger dans la réalisation de leurs droits, la protection de leurs intérêts et la préservation de leur identité culturelle russe.

Article 70

1. Le drapeau d'État, les armoiries et l'hymne de la Fédération de Russie, leur description et la procédure de leur utilisation officielle sont fixés par la loi constitutionnelle fédérale.

2. La capitale de la Fédération de Russie est la ville de Moscou. Le statut de la capitale est établi par la loi fédérale. Une autre ville peut être déterminée par la loi constitutionnelle fédérale comme siège permanent de certains organes fédéraux du pouvoir d'État.

Article 71

Relèvent de la compétence de la Fédération de Russie:

a) l'adoption et la modification de la Constitution de la Fédération de Russie et des lois fédérales, le contrôle de leur respect;

b) la structure fédérale et le territoire de la Fédération de Russie;

c) la réglementation et la protection des droits et libertés de l'homme et du citoyen, la citoyenneté dans la Fédération de Russie; la réglementation et la protection des droits des minorités nationales;

d) l'organisation du pouvoir public, l'établissement du système des organes fédéraux des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, des modalités de leur organisation et de leur fonctionnement; la formation des organes d'État fédéraux;

e) la propriété fédérale d'État et son administration;

f) l'établissement des fondements de la politique fédérale et les programmes fédéraux dans le domaine du développement d'État, économique, écologique, scientifico-technologique, social, culturel et national dans la Fédération de Russie; l'établissement de fondements juridiques uniques du système de santé, du système d'éducation et d'enseignement, notamment de la formation continue.

g) l'établissement des fondements juridiques du marché unique; la réglementation financière, des changes, du crédit, douanière, l'émission monétaire, les fondements de la politique des prix; les services économiques fédéraux, y compris les banques fédérales;

h) le budget fédéral; les impôts et taxes fédéraux; les fonds fédéraux de développement régional;

i) les systèmes énergétiques fédéraux, l'énergie nucléaire, les matières fissiles; le transport, les voies de communication, l'information fédérales; les technologies de l'information et la transmission; les activités spatiales;

j) la politique extérieure et les relations internationales de la Fédération de Russie, les traités internationaux de la Fédération de Russie; les problèmes de la guerre et de la paix;

k) les relations économiques extérieures de la Fédération de Russie;

l) la défense et la sécurité; les industries de défense; la fixation de la procédure de vente et d'achat d'armes, de munitions, d'équipements militaires et des autres biens militaires; la production de substances toxiques, de stupéfiants et les modalités de leur utilisation; la garantie de la sécurité de l'individu, de la société et de l'État lors du recours aux technologies de l'information et de la circulation des données numériques;

m) la définition du statut et la protection de la frontière d'État, de la mer territoriale, de l'espace aérien, de la zone économique exclusive et du plateau continental de la Fédération de Russie;

n) l'organisation judiciaire; la Procuratura; la législation pénale et pénitentiaire; l'amnistie et la grâce; la législation civile; la législation de procédure; la réglementation juridique de la propriété intellectuelle;

o) le droit fédéral des conflits de lois;

p) le service métrologique, les normes et les étalons, le système métrique et la mesure du temps; la géodésie et la cartographie; la dénomination des entités géographiques; le service météorologique; la statistique et la comptabilité officielles;

q) les décorations d'État et les titres honorifiques de la Fédération de Russie;

r) la fonction publique fédérale; l'établissement de restrictions pour l'accès aux fonctions étatiques et municipales, pour les postes des services publics d'État et municipaux, notamment des restrictions liées à la citoyenneté d'un État étranger, au titre de séjour permanent ou de tout autre document confirmant le droit de résidence permanent d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger, ainsi que des restrictions liées à l'ouverture et à la possession de comptes (dépôts), à la possession des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie.

Article 72

1. Relèvent de la compétence conjointe de la Fédération de Russie et des sujets de la Fédération de Russie:

a) la garantie de la conformité des Constitutions et des lois des républiques, des statuts, des lois et autres actes juridiques normatifs des territoires, régions, villes d'importance fédérale, de la région autonome, des districts autonomes à la Constitution de la Fédération de Russie et aux lois fédérales;

b) la protection des droits et libertés de l'homme et du citoyen, la protection des droits des minorités nationales; la garantie de la légalité, de l'ordre juridique et de la sécurité publique; le régime des zones frontalières;

c) les problèmes de possession, de jouissance et de disposition de la terre, du sous-sol, des eaux et des autres ressources naturelles;

d) la délimitation de la propriété d'État;

e) la gestion des ressources naturelles; l'agriculture; la protection de l'environnement et la garantie de la sécurité écologique; les sites naturels spécialement protégés; la protection des monuments historiques et culturels;

f) les questions générales de l'éducation, de l'enseignement, de la science, de la culture, de la culture physique et du sport, de la politique de la jeunesse;

g) la coordination des questions de santé, y compris la garantie d'accès à des services de santé de qualité, la protection et le renforcement de la santé publique, la création des conditions favorables au développement d'un mode de vie sain, la création d'une culture de la responsabilité du citoyen par rapport à sa santé; la protection sociale, y compris la sécurité sociale;

g¹) la protection de la famille, de la maternité, de la paternité et de l'enfance; la protection de l'institution du mariage comme l'union d'un homme et d'une femme; la création des conditions d'une éducation digne des enfants dans la famille, et également de la réalisation par les enfants adultes d'obligation de prendre soin de leurs parents;

h) l'organisation de mesures de lutte contre les catastrophes, les calamités naturelles, les épidémies, l'élimination de leurs conséquences;

i) l'établissement des principes généraux de l'imposition et de la taxation dans la Fédération de Russie;

j) la législation administrative, de procédure administrative, du travail, de la famille, du logement; la législation foncière, sur l'eau, les forêts; la législation sur le sous-sol, sur la protection de l'environnement;

k) les cadres des organes judiciaires et du maintien de l'ordre; le barreau, le notariat;

l) la protection du milieu d'habitation habituel et du milieu de vie traditionnel des communautés ethniques peu nombreuses;

m) l'établissement des principes généraux d'organisation du système des organes du pouvoir d'État et de l'autoadministration locale;

n) la coordination des rapports internationaux et économiques extérieurs des sujets de la Fédération de Russie, l'exécution des traités internationaux de la Fédération de Russie.

2. Les dispositions du présent article s'appliquent dans une mesure égale à la république, au territoire, à la région, à la ville d'importance fédérale, à la région autonome, au district autonome.

Article 73

En dehors des limites de la compétence de la Fédération de Russie et des attributions de la Fédération de Russie dans les domaines de compétence conjointe de

la Fédération de Russie et des sujets de la Fédération de Russie, les sujets de la Fédération de Russie possèdent la plénitude du pouvoir d'État.

Article 74

1. L'établissement de frontières douanières, de droits et taxes et de quelque autre obstacle que ce soit à la libre circulation des biens, services et moyens financiers est interdit sur le territoire de la Fédération de Russie.

2. Des restrictions à la circulation des biens et services peuvent être introduites conformément à la loi fédérale, en cas de nécessité d'assurer la sécurité, de protéger la vie et la santé des personnes, de protéger la nature et le patrimoine culturel.

Article 75

1. L'unité monétaire dans la Fédération de Russie est le rouble. L'émission monétaire est effectuée exclusivement par la Banque centrale de la Fédération de Russie. L'introduction et l'émission d'autres monnaies dans la Fédération de Russie sont interdites.

2. La protection et la garantie de la stabilité du rouble est la fonction essentielle de la Banque centrale de la Fédération de Russie, qu'elle exerce indépendamment des autres organes du pouvoir d'État.

3. Le système des impôts perçus au profit du budget fédéral et les principes généraux d'imposition et de taxation dans la Fédération de Russie sont établis par la loi fédérale.

4. Les emprunts d'État sont émis selon la procédure fixée par la loi fédérale et souscrits sur la base du volontariat.

5. La Fédération de Russie respecte le travail des citoyens et garantit la protection de leurs droits. Un salaire minimal, dont le montant ne peut être inférieur au montant du minimum vital de la population active sur l'ensemble de la Fédération de Russie, est garanti par l'État.

6. Un système de pension des citoyens sur la base des principes d'universalité, d'équité, de solidarité entre les générations est constitué dans la Fédération de Russie, qui soutient l'efficacité de son fonctionnement, mais également indexe les pensions au moins une fois par an conformément à la loi fédérale.

7. En conformité avec la loi fédérale, l'assurance sociale obligatoire, l'aide sociale individualisée des citoyens et l'indexation des prestations sociales et d'autres versements sociaux sont garantis dans la Fédération de Russie.

Article 75¹

La Fédération de Russie crée les conditions pour le développement stable de l'économie du pays et l'amélioration du bien-être des citoyens, pour la confiance réciproque entre la société et l'État; la protection de la dignité des citoyens et le respect de l'homme du travail sont garantis; on garantit aussi l'équilibre des droits et des obligations des citoyens, le partenariat social, la solidarité économique, politique et sociale.

Article 76

1. Dans les domaines de compétence de la Fédération de Russie sont adoptées des lois constitutionnelles fédérales et des lois fédérales, ayant effet direct sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie.

2. Dans les domaines de compétence conjointe de la Fédération de Russie et des sujets de la Fédération de Russie sont adoptées des lois fédérales et des lois et autres actes juridiques normatifs des sujets de la Fédération de Russie pris en conformité avec elles.

3. Les lois fédérales ne peuvent être contraires aux lois constitutionnelles fédérales.

4. En dehors des limites de la compétence de la Fédération de Russie, de la compétence conjointe de la Fédération de Russie et des sujets de la Fédération de Russie, les républiques, les territoires, les régions, les villes d'importance fédérale, la région autonome et les districts autonomes exercent leur propre réglementation juridique, y compris l'adoption de lois et d'autres actes juridiques normatifs.

5. Les lois et autres actes juridiques normatifs des sujets de la Fédération de Russie ne peuvent être contraires aux lois fédérales adoptées en conformité avec les parties 1 et 2 du présent article. En cas de contradiction entre une loi fédérale et un autre acte adopté dans la Fédération de Russie, la loi fédérale prévaut.

6. En cas de contradiction entre la loi fédérale et l'acte juridique normatif du sujet de la Fédération de Russie, adopté en conformité avec la partie 4 du présent article, l'acte juridique normatif du sujet de la Fédération de Russie prévaut.

Article 77

1. Le système des organes du pouvoir d'État des républiques, des territoires, des régions, des villes d'importance fédérale, de la région autonome, des districts autonomes sont établis par les sujets de la Fédération de Russie de façon autonome conformément aux fondements de l'ordre constitutionnel de la Fédération de Russie et aux principes généraux d'organisation des organes représentatifs et exécutifs du pouvoir d'État fixés par la loi fédérale.

2. Dans les limites de la compétence de la Fédération de Russie et des attributions de la Fédération de Russie dans les domaines de compétence conjointe de la

Fédération de Russie et des sujets de la Fédération de Russie, les organes fédéraux du pouvoir exécutif et les organes du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie forment un système unique du pouvoir exécutif dans la Fédération de Russie.

3. Le plus haut fonctionnaire du sujet de la Fédération de Russie (le dirigeant de l'organe exécutif supérieur du pouvoir d'État du sujet de la Fédération de Russie) peut être un citoyen de la Fédération de Russie, âgé d'au moins 30 ans, résidant de manière permanente dans la Fédération de Russie, ne possédant pas la citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. Selon la loi fédérale, il est interdit au plus haut fonctionnaire du sujet de la Fédération de Russie (le dirigeant de l'organe exécutif supérieur du pouvoir d'État du sujet de la Fédération de Russie) d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie. La loi fédérale peut établir des exigences supplémentaires pour le plus haut fonctionnaire du sujet de la Fédération de Russie (le dirigeant de l'organe exécutif supérieur du pouvoir d'État du sujet de la Fédération de Russie).

Article 78

1. Les organes fédéraux du pouvoir exécutif pour l'exercice de leurs attributions peuvent créer des organes territoriaux et nommer les fonctionnaires correspondants.

2. Les organes fédéraux du pouvoir exécutif en accord avec les organes du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie peuvent leur transférer l'exercice d'une partie de leurs attributions, si cela n'est pas contraire à la Constitution de la Fédération de Russie et aux lois fédérales.

3. Les organes du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie en accord avec les organes fédéraux du pouvoir exécutif peuvent leur transférer l'exercice d'une partie de leurs attributions.

4. Le Président de la Fédération de Russie et le Gouvernement de la Fédération de Russie assurent, conformément à la Constitution de la Fédération de Russie, l'exercice des attributions du pouvoir d'État fédéral sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie.

5. Le dirigeant d'un organe d'État fédéral peut être un citoyen de la Fédération de Russie, âgé d'au moins 30 ans, ne possédant pas la citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. Selon la loi fédérale, il est interdit au dirigeant d'un organe d'État fédéral (le dirigeant de l'organe exécutif supérieur du pouvoir d'État du sujet de la Fédération de Russie) d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie.

Article 79

La Fédération de Russie peut participer aux unions interétatiques et leur transférer une partie de ses attributions conformément aux traités internationaux de la Fédération de Russie, si cela n'entraîne pas une limitation des droits et libertés de l'homme et du citoyen et n'est pas contraire aux fondements de l'ordre constitutionnel de la Fédération de Russie. Les décisions des organes interétatiques adoptées à la base des dispositions des traités internationaux de la Fédération de Russie dans leur interprétation contredisant la Constitution de la Fédération de Russie ne sont pas exécutoires à la Fédération de Russie.

Article 79¹

La Fédération de Russie prend des mesures pour maintenir et renforcer la paix et la sécurité internationales, assurer la coexistence pacifique des États et des peuples et empêcher toute ingérence dans les affaires intérieures de l'État.

Chapitre 4. Le Président de la Fédération de Russie

Article 80

1. Le Président de la Fédération de Russie est le chef de l'État.

2. Le Président est le garant de la Constitution de la Fédération de Russie et des droits et libertés de l'homme et du citoyen. Conformément aux modalités établies par la Constitution de la Fédération de Russie, il prend des mesures pour protéger la souveraineté de la Fédération de Russie, son indépendance et l'intégrité de l'État, il soutient la paix sociale et la concorde dans le pays, assure le fonctionnement concerté et la collaboration des organes entrant dans le système unique du pouvoir public.

3. Le Président de la Fédération de Russie, conformément à la Constitution de la Fédération de Russie et aux lois fédérales, détermine les orientations fondamentales de la politique intérieure et extérieure de l'État.

4. Le Président de la Fédération de Russie en qualité de chef de l'État représente la Fédération de Russie à l'intérieur du pays et dans les relations internationales.

Article 81

1. Le Président de la Fédération de Russie est élu pour six ans par les citoyens de la Fédération de Russie sur la base du suffrage universel, égal et direct, au scrutin secret.

2. Peut être élu Président de la Fédération de Russie tout citoyen de la Fédération de Russie âgé d'au moins 35 ans, ayant une résidence permanente dans la Fédération de Russie d'au moins 25 ans ne possédant pas et n'ayant pas possédé dans le passé de citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant

le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. L'exigence d'absence de citoyenneté étrangère imposée au candidat à la fonction du Président de la Fédération de Russie ne s'impose pas aux citoyens de la Fédération de Russie ayant eu antérieurement la citoyenneté d'un État, qui a été intégré, ou dont une partie a été intégrée, dans la Fédération de Russie, conformément à la loi constitutionnelle fédérale, et résident de manière permanente sur le territoire de l'État ou de la partie de l'État intégré dans la Fédération de Russie. Selon la loi fédérale, il est interdit au Président de la Fédération de Russie d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie.

3. Une même personne ne peut exercer la fonction de Président de la Fédération de Russie plus de deux mandats.

3¹. La disposition de la partie 3 de l'article 81 de la Constitution de la Fédération de Russie, limitant le nombre de mandats, pendant lesquels la même personne peut exercer la fonction de Président de la Fédération de Russie, s'applique à la personne occupant et (ou) ayant occupé la fonction de Président de la Fédération de Russie, sans tenir compte du nombre de mandats qu'elle a accompli avant l'entrée en vigueur des amendements correspondants à la Constitution de la Fédération de Russie et n'exclut pas pour lui la possibilité d'occuper la fonction de Président de la Fédération de Russie pour les mandats autorisés par cette disposition.

4. La procédure de l'élection du Président de la Fédération de Russie est fixée par la loi fédérale.

Article 82

1. Lors de son entrée en fonctions, le Président de la Fédération de Russie prête au peuple le serment suivant:

"Je jure dans l'exercice des attributions de Président de Russie, de respecter et de protéger les droits et libertés de l'homme et du citoyen, de respecter et défendre la Constitution de la Fédération de Russie, de défendre la souveraineté et l'indépendance, la sécurité et l'intégrité de l'État, de servir fidèlement le peuple".

2. Le serment est prêté solennellement en présence des des sénateurs de la Fédération de Russie, des députés à la Douma d'État et des juges de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie.

Article 83

Le Président de la Fédération de Russie:

a) nomme le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, dont la candidature a été confirmée par la Douma d'État sur proposition du Président de la

Fédération de Russie, et démet de ses fonctions le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie;

b) exerce la direction générale du Gouvernement de la Fédération de Russie; est en droit de présider les séances du Gouvernement de la Fédération de Russie;

b¹) confirme sur proposition du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie la structure des organes fédéraux du pouvoir exécutif, y introduit des modifications; dans la structure des organes fédéraux du pouvoir exécutif détermine les organes, dont la direction exerce le Président de la Fédération de Russie et les organes, dont la direction exerce le Gouvernement de la Fédération de Russie. Dans le cas où le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie est relevé de ses fonctions par le Président de la Fédération de Russie, le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie récemment nommé ne présente pas au Président de la Fédération de Russie des propositions sur la structure des organes fédéraux du pouvoir exécutif;

c) prend la décision relative à la démission du Gouvernement de la Fédération de Russie;

c¹) accepte la démission du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, des vice-présidents du Gouvernement de la Fédération de Russie, des ministres fédéraux et également des dirigeants des organes fédéraux du pouvoir exécutif, dont la direction exerce le Président de la Fédération de Russie;

d) présente à la Douma d'État une candidature pour la nomination à la fonction de Président de la Banque centrale de la Fédération de Russie; propose à la Douma d'État de relever de ses fonctions le Président de la Banque centrale de la Fédération de Russie;

e) nomme aux fonctions de vice-présidents du Gouvernement et de ministres fédéraux les candidats confirmés par la Douma d'État (à l'exception des ministres fédéraux indiqués au point e.1 de cet article) et les démet de leurs fonctions;

e¹) après consultation du Conseil de la Fédération nomme et démet de leurs fonctions les dirigeants des organes fédéraux du pouvoir exécutif (y compris les ministres fédéraux) chargés des questions de la défense, de la sécurité de l'État, des affaires intérieures, de la justice, des affaires étrangères, de la prévention des situations d'urgence et de la gestion des catastrophes naturelles, de la sécurité publique;

f) présente au Conseil de la Fédération des candidatures pour la nomination aux fonctions de Président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, de Vice-président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie et de juges de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, de Président de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, des Vice-présidents de la Cour Suprême de la Fédération

de Russie et des juges de la Cour Suprême de la Fédération de Russie; nomme les présidents, les vice-présidents et juges des autres des autres tribunaux fédéraux;

f¹) après consultation du Conseil de la Fédération nomme et démet de leurs fonctions le Procureur général de la Fédération de Russie, les vice-procureurs généraux de la Fédération de Russie, les procureurs des sujets de la Fédération de Russie, les procureurs militaires et autres procureurs spécialisés, assimilés aux procureurs des sujets de la Fédération de Russie; nomme et démet de leurs fonctions les autres procureurs, pour lesquels ce régime de nomination et de démission est établi par la loi fédéral;

f²) nomme les représentants de la Fédération de Russie au Conseil de la Fédération et met fin à leurs fonctions;

f³) présente au Conseil de la Fédération la proposition de démission de leurs fonctions conformément à la loi constitutionnelle fédérale du Président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, du Vice-président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie et des juges de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, du Président de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, des Vice-présidents de la Cour Suprême de la Fédération de Russie et des juges de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, des présidents, des vice-présidents et des juges des Cours d'appel et de cassation, dans le cas où ils ont commis une infraction portant atteinte à l'honneur et à la dignité du juge et également dans les autres cas prévus par la loi constitutionnelle fédérale, témoignant de l'impossibilité de l'exercice par le juge de ses compétences;

f⁴) présente au Conseil de la Fédération les candidatures pour nomination aux fonctions de Président de la Cour des comptes et de la moitié du nombre total des auditeurs de la Cour des comptes; présente à la Douma d'État les candidatures pour nomination aux fonctions de Vice-président de la Cour des comptes et de la moitié du nombre total des auditeurs de la Cour des comptes;

f⁵) forme le Conseil d'État de la Fédération de Russie dans le but de garantir le fonctionnement coordonné et la collaboration des organes du pouvoir public, de déterminer les directions principales de la politique intérieure et extérieure de la Fédération de Russie et les directions prioritaires du développement socio-économique de l'État; le statut du Conseil d'État de la Fédération de Russie est fixé par une loi fédérale;

g) forme le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie dans le but d'assister le chef de l'État à réaliser ses compétences sur les questions de garantie des intérêts nationaux et de sécurité de l'individu, de la société et de l'État, et également de maintien de la paix civile et de la concorde dans le pays, de défense de la souveraineté de la Fédération de Russie, de son indépendance et de son intégrité étatique, de prévention des dangers intérieurs et extérieurs; dirige le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. Le statut du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie est fixé par la loi fédérale;

h) approuve la doctrine militaire de la Fédération de Russie;

i) forme l'Administration du Président de la Fédération de Russie dans le but de garantir la réalisation de ses compétences;

j) nomme les représentants plénipotentiaires du Président de la Fédération de Russie et met fin à leurs fonctions;

k) nomme et met fin aux fonctions du Haut commandement des Forces armées de la Fédération de Russie;

l) nomme et rappelle, après consultation des comités et commissions des chambres de l'Assemblée fédérale, les représentants diplomatiques de la Fédération de Russie auprès des États étrangers et des organisations internationales.

Article 84

Le Président de la Fédération de Russie:

a) décide de la date de l'élection à la Douma d'État conformément à la Constitution de la Fédération de Russie et à la loi fédérale;

b) dissout la Douma d'État dans les cas et selon la procédure prévus par la Constitution de la Fédération de Russie;

c) décide de l'organisation du référendum selon la procédure fixée par la loi constitutionnelle fédérale;

d) soumet des projets de lois à la Douma d'État;

e) signe et promulgue les lois fédérales;

f) adresse à l'Assemblée fédérale des messages annuels sur la situation dans le pays et sur les orientations fondamentales de la politique intérieure et extérieure de l'État.

Article 85

1. Le Président de la Fédération de Russie peut recourir à des procédures de conciliation pour régler les litiges entre les organes du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie, ainsi qu'entre les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie. En cas de persistance du désaccord, il a le droit de soumettre le litige à l'examen du tribunal compétent.

2. Au cas où des actes des organes du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie sont contraires à la Constitution de la Fédération de Russie et aux lois fédérales, aux obligations internationales de la Fédération de Russie ou violent les

droits et libertés de l'homme et du citoyen, le Président de la Fédération de Russie a le droit d'en suspendre l'effet jusqu'à la décision du tribunal compétent.

Article 86

Le Président de la Fédération de Russie:

- a) exerce la direction de la politique extérieure de la Fédération de Russie;
- b) négocie et signe les traités internationaux de la Fédération de Russie;
- c) signe les instruments de ratification;
- d) reçoit les lettres de créance et de rappel des représentants diplomatiques accrédités près de lui.

Article 87

1. Le Président de la Fédération de Russie est le Commandant en chef suprême des Forces armées de la Fédération de Russie.

2. En cas d'agression contre la Fédération de Russie ou de menace directe d'agression, le Président introduit sur le territoire de la Fédération de Russie ou dans certaines de ses localités l'état de siège et en informe immédiatement le Conseil de la Fédération et la Douma d'État.

3. Le régime de l'état de siège est fixé par la loi fédérale constitutionnelle.

Article 88

Le Président de la Fédération de Russie, dans les circonstances et selon les modalités prévues par la loi constitutionnelle fédérale, introduit l'état d'urgence sur tout le territoire de la Fédération de Russie ou dans certaines de ses localités et en informe immédiatement le Conseil de la Fédération et la Douma d'État.

Article 89

Le Président de la Fédération de Russie:

- a) règle les questions de la citoyenneté de la Fédération de Russie et de l'octroi du droit d'asile politique;
- b) décerne les décorations d'État de la Fédération de Russie, attribue les titres honorifiques de la Fédération de Russie, les grades militaires supérieurs et les titres spéciaux supérieurs;
- c) accorde la grâce.

Article 90

1. Le Président de la Fédération de Russie adopte des décrets et des ordonnances.
2. Les décrets et ordonnances du Président de la Fédération de Russie sont obligatoires sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie.
3. Les décrets et ordonnances du Président de la Fédération de Russie ne doivent pas être contraires à la Constitution de la Fédération de Russie et aux lois fédérales.

Article 91

Le Président de la Fédération de Russie bénéficie de l'inviolabilité.

Article 92

1. Le Président de la Fédération de Russie entre en fonction dès le moment de sa prestation de serment et cesse d'exercer ses fonctions à l'expiration de son mandat, au moment de la prestation de serment du Président de la Fédération de Russie nouvellement élu.
2. Le Président de la Fédération de Russie cesse d'exercer ses attributions avant terme en cas de démission, d'incapacité permanente pour raison de santé d'exercer les attributions qui lui incombent, ou de destitution. Dans ce cas, l'élection du Président doit avoir lieu au plus tard trois mois à compter de sa cessation anticipée de son mandat.
3. Dans tous les cas où le Président de la Fédération de Russie n'est pas en état d'exercer ses obligations, le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie les exerce temporairement. Le Président de la Fédération de Russie par intérim n'a pas le droit de dissoudre la Douma d'État, de décider d'un référendum ni de proposer d'amender et de réviser les dispositions de la Constitution de la Fédération de Russie.

Article 92¹

1. Le Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions prennent fin en raison d'expiration de son mandat, soit prématurément en raison de sa démission ou de son incapacité persistante pour raisons de santé d'exercer ses fonctions, bénéficie d'une immunité.
2. D'autres garanties accordées au Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions prennent fin en raison d'expiration de son mandat, soit prématurément en raison de sa démission ou de son incapacité persistante pour raisons de santé d'exercer ses fonctions sont fixées par la loi fédérale.

3. Le Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions prennent fin, peut être privé de son immunité selon les modalités établies à l'article 93 de la Constitution de la Fédération de Russie.

Article 93

1. Le Président de la Fédération de Russie ne peut être destitué et le Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions ont pris fin, ne peut être privé de son immunité par le Conseil de la Fédération que sur la base de l'accusation, présentée par la Douma d'État, de haute trahison ou d'une autre infraction grave, confirmée par l'avis de la Cour Suprême sur l'existence dans les actes du Président en fonction ou dont les fonctions ont pris fin des critères de l'infraction et de l'avis de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie sur le respect de la procédure fixée pour la mise en accusation.

2. La décision de la Douma d'État sur la mise en accusation et la décision du Conseil de la Fédération sur la destitution du Président, sur la privation de l'immunité du Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions ont pris fin, doivent être prises par les deux tiers des voix de l'ensemble des sénateurs de la Fédération de Russie et des députés, et sur l'initiative d'au moins un tiers des députés à la Douma d'État et après conclusions d'une commission spéciale formée par la Douma d'État.

3. La décision du Conseil de la Fédération sur la destitution du Président de la Fédération de Russie et sur la privation de l'immunité du Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions ont pris fin, doit être prise au plus tard trois mois après la mise en accusation du Président de la Fédération de Russie par la Douma d'État. Si, dans ce délai, il n'est pas adopté de décision par le Conseil de la Fédération, l'accusation contre le Président de la Fédération de Russie, le Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions ont pris fin, est considérée comme rejetée.

Chapitre 5. L'Assemblée fédérale

Article 94

L'Assemblée fédérale - Parlement de la Fédération de Russie - est l'organe représentatif et législatif de la Fédération de Russie.

Article 95

1. L'Assemblée fédérale est composée de deux chambres: le Conseil de la Fédération et la Douma d'État.

2. Le Conseil de la Fédération est constitué de sénateurs de la Fédération de Russie. Dans le Conseil de la Fédération entrent:

a) deux représentants de chaque sujet de la Fédération de Russie: un de l'organe législatif (représentatif) et un de l'organe exécutif du pouvoir d'État, pour un mandat équivalent à celui de l'organe concerné;

b) le Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions ont pris fin en raison d'expiration de son mandat ou prématurément en cas de la démission, – à vie. Le Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions ont pris fin à l'expiration de son mandat ou prématurément en cas de la démission, est en droit de refuser les fonctions de sénateur de la Fédération de Russie;

c) pas plus de 30 représentants de la Fédération de Russie nommés par le Président de la Fédération de Russie, parmi lesquels pas plus de sept peuvent être nommés à vie.

3. Le nombre total de sénateurs de la Fédération de Russie est déterminé d'après le nombre de représentants des sujets de la Fédération de Russie, énumérés à l'article 65 de la Constitution de la Fédération de Russie, et le nombre de personnes exerçant les fonctions de sénateur au titre des paragraphes «b» et «c» de la partie 2 de cet article.

4. Le sénateur de la Fédération de Russie peut être un citoyen de la Fédération de Russie, âgé d'au moins 30 ans, résidant de manière permanente dans la Fédération de Russie, ne possédant pas la citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. Selon la loi fédérale, il est interdit au sénateur de la Fédération de Russie d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie.

5. Les citoyens ayant des mérites distingués au pays dans le domaine de leur activité étatique ou sociale peuvent être nommés représentants de la Fédération de Russie dans le Conseil de la Fédération aux fonctions de sénateurs de la Fédération de Russie à vie.

6. Les représentants de la Fédération de Russie dans le Conseil de la Fédération, à l'exception des représentants de la Fédération de Russie exerçant les fonctions de sénateur à vie, sont élus pour un mandat de 6 ans.

7. La Douma d'État est composée de 450 députés.

Article 96

1. La Douma d'État est élue pour un mandat de cinq ans.

2. La procédure de formation du Conseil de la Fédération et la procédure d'élection des députés à la Douma d'État sont fixées par la loi fédérale.

Article 97

1. Peut être élu député à la Douma d'État tout citoyen de la Fédération de Russie, âgé de plus de vingt et un ans et possédant le droit de vote, résidant de manière permanente dans la Fédération de Russie, ne possédant pas la citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. Selon la loi fédérale, il est interdit au député à la Douma d'État d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie.

2. Une même personne ne peut être simultanément sénateur de la Fédération de Russie et député à la Douma d'État. Le député à la Douma d'État ne peut être député aux autres organes représentatifs du pouvoir d'État et aux organes de l'autoadministration locale.

3. Les députés à la Douma d'État exercent leurs fonctions à titre professionnel permanent. Les députés à la Douma d'État ne peuvent appartenir à la fonction publique, exercer une autre activité rémunérée, à l'exception d'une activité d'enseignement, scientifique et autre activité de création.

Article 98

1 Les sénateurs de la Fédération de Russie et les députés à la Douma d'État bénéficient de l'inviolabilité pendant la toute durée de leur mandat. Ils ne peuvent être détenus, arrêtés, soumis à une perquisition sauf cas de flagrant délit, soumis à la fouille, à l'exception des cas prévus par la loi fédérale pour assurer la sécurité d'autrui.

2. L'immunité est levée par la chambre compétente de l'Assemblée fédérale sur proposition du Procureur général de la Fédération de Russie.

Article 99

1. L'Assemblée fédérale est un organe fonctionnant en permanence.

2. La Douma d'État est réunie pour sa première séance le trentième jour après son élection. Le Président de la Fédération de Russie peut convoquer la réunion de la Douma d'État avant cette date.

3. Le doyen d'âge ouvre la première séance de la Douma d'État.

4. Dès le commencement de l'activité de la Douma d'État de la nouvelle législature le mandat de la Douma d'État de la législature précédente prend fin.

Article 100

1. Le Conseil de la Fédération et la Douma d'État siègent séparément.

2. Les séances du Conseil de la Fédération et de la Douma d'État sont publiques. Dans les cas prévus par le règlement de la chambre, elle a le droit de tenir des séances à huis clos.

3. Les chambres peuvent se réunir conjointement pour entendre les messages du Président de la Fédération de Russie.

Article 101

1. Le Conseil de la Fédération élit en son sein le Président et les vice-présidents du Conseil de la Fédération. La Douma d'État élit en son sein le Président et les vice-présidents de la Douma d'État.

2. Le Président et les vice-présidents du Conseil de la Fédération, le Président et les vice-présidents de la Douma d'État président les séances et assurent l'ordre interne de la chambre.

3. Le Conseil de la Fédération et la Douma d'État forment des comités et commissions, procèdent à des auditions parlementaires sur les questions de leur compétence.

4. Chacune des chambres adopte son règlement et règle les questions d'organisation interne de son fonctionnement.

5. Pour assurer le contrôle de l'exécution du budget fédéral, le Conseil de la Fédération et la Douma d'État forment la Chambre des comptes, dont la composition et la procédure de fonctionnement sont fixées par la loi fédérale.

Article 102

1. Relèvent de la compétence du Conseil de la Fédération:

- a) l'approbation de la modification des frontières entre les sujets de la Fédération;
- b) l'approbation du décret du Président de la Fédération de Russie sur l'introduction de l'état de siège;
- c) l'approbation du décret du Président de la Fédération de Russie sur l'introduction de l'état d'urgence;
- d) la décision relative à la possibilité de recourir aux Forces armées de la Fédération de Russie hors des limites du territoire de la Fédération de Russie;
- e) la fixation de l'élection du Président de la Fédération de Russie;

f) la destitution du Président de la Fédération de Russie; la privation de l'immunité du Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions ont pris fin;

g) la nomination sur proposition du Président de la Fédération de Russie, du Président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, du Vice-président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie et des juges de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, du Président de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, des Vice-présidents de la Cour Suprême de la Fédération de Russie et des juges de la Cour Suprême de la Fédération de Russie;

h) l'organisation de consultations sur les candidatures proposées par le Président de la Fédération de Russie au poste de Procureur général de la Fédération de Russie, des vice-procureurs généraux de la Fédération de Russie, des procureurs militaires et autres procureurs assimilés aux procureurs des sujets de la Fédération de Russie;

i) la nomination et la cessation de fonction du Président et de la moitié du nombre total des auditeurs de la Cour des comptes sur proposition du Président de la Fédération de Russie;

j) l'organisation de consultations sur les candidatures proposées par le Président de la Fédération de Russie au poste de dirigeants des organes fédéraux du pouvoir exécutif (y compris les ministres fédéraux) chargés des questions de la défense, de la sécurité de l'État, des affaires intérieures, de la justice, des affaires étrangères, de la prévention des situations d'urgence et de la gestion des catastrophes naturelles, de la sécurité publique;

k) sur proposition du Président de la Fédération de Russie et conformément à la loi constitutionnelle fédérale, la cessation des fonctions du Président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, du Vice-président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie et des juges de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, du Président de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, des Vice-présidents de la Cour Suprême de la Fédération de Russie et des juges de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, des présidents, des vice-présidents et des juges des Cours d'appel et de cassation, dans le cas où ils ont commis une infraction portant atteinte à l'honneur et à la dignité du juge et également dans les autres cas prévus par la loi constitutionnelle fédérale, témoignant de l'impossibilité d'exercice par le juge de ses compétences;

l) l'audition du rapport annuel du Procureur général de la Fédération de Russie sur l'état de la légalité et de l'ordre public dans la Fédération de Russie.

2. Sur les questions attribuées à sa compétence par la Constitution de la Fédération de Russie, le Conseil de la Fédération adopte des arrêtés.

3. Les arrêtés du Conseil de la Fédération sont adoptés à la majorité des voix de l'ensemble sénateurs de la Fédération de Russie, si une autre procédure d'adoption des décisions n'a pas été prévue par la Constitution de la Fédération de Russie.

Article 103

1. Relèvent de la compétence de la Douma d'État:

a) la confirmation, sur proposition du Président de la Fédération de Russie, de la candidature du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie;

a1) la confirmation, sur proposition du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, des candidatures des vice-présidents du Gouvernement de la Fédération de Russie et des ministres fédéraux, à l'exception des ministres fédéraux indiqués au point d1 de l'article 83 de la Constitution de la Fédération de Russie;

b) la décision relative à la question de confiance au Gouvernement de la Fédération de Russie;

c) l'audition les compte-rendus annuels du Gouvernement de la Fédération de Russie de son activité y compris les questions posées par la Douma d'État;

d) la nomination et la cessation de fonction du Président de la Banque centrale de la Fédération de Russie;

d¹) l'audition des rapports annuels de la Banque centrale de la Fédération de Russie;

e) la nomination et la cessation de fonction du Président et de la moitié des auditeurs de la Chambre des comptes;

f) la nomination et la cessation de fonction du Commissaire pour les droits de l'homme, qui exerce son activité conformément à la loi constitutionnelle fédérale. Le Commissaire pour les droits de l'homme peut être un citoyen de la Fédération de Russie, résidant de manière permanente dans la Fédération de Russie, ne possédant pas la citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. Selon la loi fédérale, il est interdit au Commissaire aux droits de l'homme d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie;

g) la proclamation de l'amnistie;

h) la mise en accusation du Président de la Fédération de Russie en vue de sa destitution ou du Président de la Fédération de Russie, dont les fonctions ont pris fin, en vue de priver son immunité.

2. Sur les questions attribuées à sa compétence par la Constitution de la Fédération de Russie, la Douma d'État adopte des arrêtés.

3. Les arrêtés de la Douma d'État sont adoptés à la majorité des voix de l'ensemble des députés à la Douma d'État, si une autre procédure d'adoption des décisions n'a pas été prévue par la Constitution de la Fédération de Russie.

Article 103¹

Le Conseil de la Fédération et la Douma d'État sont en droit d'exercer un contrôle parlementaire, notamment d'envoyer des requêtes parlementaires aux dirigeants des organes d'État et des organes de l'autoadministration locale, pour les questions relevant de la compétence de ces organes et de leurs fonctionnaires. Le régime d'exercice du contrôle parlementaire est déterminé par les lois fédérales et les règlements des chambres de l'Assemblée fédérale.

Article 104

1. Le droit d'initiative législative appartient au Président de la Fédération de Russie, au Conseil de la Fédération, aux sénateurs de la Fédération de Russie, aux députés à la Douma d'État, au Gouvernement de la Fédération de Russie, aux organes législatifs (représentatifs) des sujets de la Fédération de Russie. Le droit d'initiative législative appartient également à la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie et à la Cour Suprême de la Fédération de Russie sur les questions de leur compétence.

2. Les projets de lois sont déposés devant la Douma d'État.

3. Les projets de loi sur l'établissement ou la suppression des impôts, les exemptions fiscales, sur l'émission d'emprunts d'État, sur la modification des engagements financiers de l'État, les autres projets de lois prévoyant des dépenses prises en charge par le budget fédéral ne peuvent être présentés qu'avec un avis du Gouvernement de la Fédération de Russie.

Article 105

1. Les lois fédérales sont adoptées par la Douma d'État.

2. Les lois fédérales sont adoptées à la majorité des voix de l'ensemble des députés à la Douma d'État si la Constitution n'en a pas disposé autrement.

3. Les lois fédérales adoptées par la Douma d'État sont transmises dans les cinq jours à l'examen du Conseil de la Fédération.

4. La loi fédérale est considérée comme approuvée par le Conseil de la Fédération si plus de la moitié de l'ensemble des membres de cette chambre ont voté en sa faveur ou si elle n'est pas examinée par le Conseil de la Fédération dans les quatorze jours. En cas de rejet d'une loi fédérale par le Conseil de la Fédération, les chambres peuvent constituer une commission de conciliation pour éliminer les désaccords apparus, après quoi la loi est renvoyée en seconde lecture à la Douma d'État.

5. En cas de désaccord de la Douma d'État avec la décision du Conseil de la Fédération, la loi fédérale est considérée comme adoptée si lors du second vote ont voté en sa faveur au moins les deux tiers de l'ensemble des députés à la Douma d'État.

Article 106

Doivent obligatoirement faire l'objet d'un examen par le Conseil de la Fédération les lois fédérales adoptées par la Douma d'État sur les questions:

- a) du budget fédéral;
- b) des impôts et taxes fédéraux;
- c) de la réglementation financière, des changes, du crédit, douanière, de l'émission de monnaie;
- d) de la ratification et de la dénonciation des traités internationaux de la Fédération de Russie;
- e) du statut et de la défense de la frontière d'État de la Fédération de Russie;
- f) de la guerre et de la paix.

Article 107

1. La loi fédérale adoptée est transmise dans le délai de cinq jours au Président de la Fédération de Russie pour signature et promulgation.

2. Le Président de la Fédération de Russie dans le délai de quatorze jours signe la loi et la promulgue.

3. Si le Président de la Fédération de Russie rejette la loi fédérale dans le délai de 14 jours à compter du moment de sa réception, la Douma d'État et le Conseil de la Fédération, selon la procédure fixée par la Constitution de la Fédération de Russie, examinent à nouveau cette loi. Si lors du nouvel examen la loi fédérale est approuvée dans la rédaction précédemment adoptée par la majorité d'au moins les deux tiers de l'ensemble des sénateurs de la Fédération de Russie et des députés à la Douma d'État, le Président de la Fédération de Russie est tenu de la signer dans les sept jours et de la promulguer. Si dans ce délai, le Président de la Fédération de Russie s'adresse à la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie en vue de contrôler la constitutionnalité de la loi fédérale, le délai de signature de cette loi est suspendu le temps de l'examen par la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie. Si la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie confirme la constitutionnalité de la loi fédérale, le Président de la Fédération de Russie la signe dans un délai de trois jours à compter du rendu par la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie de sa décision. Si la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie ne confirme pas la

constitutionnalité de la loi fédérale, le Président de la Fédération de Russie retourne le texte à la Douma d'État sans le signer.

Article 108

1. Les lois constitutionnelles fédérales sont adoptées sur les questions prévues par la Constitution de la Fédération de Russie.

2. La loi constitutionnelle fédérale est considérée comme adoptée si elle est approuvée par la majorité d'au moins les trois quarts des voix de l'ensemble des sénateurs de la Fédération de Russie et d'au moins les deux tiers des voix de l'ensemble des députés à la Douma d'État. Le Président de la Fédération de Russie est tenu de signer et de promulguer dans les quatorze jours la loi constitutionnelle fédérale adoptée.

Article 109

1. La Douma d'État peut être dissoute par le Président de la Fédération de Russie dans les cas prévus aux articles 111, 112 et 117 de la Constitution de la Fédération de Russie.

2. En cas de dissolution de la Douma d'État, le Président de la Fédération de Russie fixe la date des élections afin que la Douma d'État nouvellement élue se réunisse au plus tard quatre mois à compter du moment de la dissolution.

3. La Douma d'État ne peut être dissoute dans l'année qui suit son élection pour les motifs prévus à l'article 117 de la Constitution de la Fédération de Russie.

4. La Douma d'État ne peut être dissoute entre le moment où elle a mis en accusation le Président de la Fédération de Russie et l'adoption de la décision correspondante par le Conseil de la Fédération.

5. La Douma d'État ne peut être dissoute dans la période d'effet de l'état de siège ou d'urgence sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie, ainsi que pendant les six mois qui précèdent l'expiration du mandat du Président.

Chapitre 6. Gouvernement de la Fédération de Russie

Article 110

1. Le Gouvernement de la Fédération de Russie exerce le pouvoir exécutif de la Fédération de Russie sous la direction générale du Président de Fédération de Russie.

2. Le Gouvernement est composé du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, des vice-présidents du Gouvernement et des ministres fédéraux.

3. Le Gouvernement de la Fédération de Russie dirige l'activité des organes fédéraux du pouvoir exécutif, à l'exception des organes fédéraux du pouvoir exécutif dont la direction est assurée par le Président de la Fédération de Russie.

4. Le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, le vice-président du Gouvernement de la Fédération de Russie, le ministre fédéral, l'autre dirigeant d'organe fédéral du pouvoir exécutif peut être un citoyen de la Fédération de Russie, âgé d'au moins 30 ans, ne possédant pas la citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. Selon la loi fédérale, il est interdit au Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, le vice-président du Gouvernement de la Fédération de Russie, le ministre fédéral, l'autre dirigeant d'organe fédéral du pouvoir exécutif d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie.

Article 111

1. Le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie est nommé par le Président de la Fédération de Russie après la confirmation de sa candidature par la Douma d'État.

2. La présentation relative à la candidature de Président du Gouvernement de la Fédération de Russie est déposée devant la Douma d'État par le Président de la Fédération de Russie dans un délai n'excédant pas deux semaines à compter de l'entrée en fonction du Président de la Fédération de Russie nouvellement élu ou de la démission du Gouvernement de la Fédération de Russie, soit dans un délai d'une semaine à compter du jour du rejet de la candidature du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie par la Douma d'État ou de la révocation par le Président de la Fédération de Russie du Président du Gouvernement de ses fonctions ou de la démission du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie.

3. La Douma d'État examine la candidature à la fonction de Président du Gouvernement de la Fédération de Russie dans le délai d'une semaine à compter de sa présentation par le Président de la Fédération de Russie.

4. Après trois rejets des candidatures présentées pour le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, le Président de la Fédération de Russie nomme le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie. Dans ce cas, le Président de la Fédération de Russie est en droit de dissoudre la Douma d'État et d'organiser de nouvelles élections.

Article 112

1. Le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, au plus tard dans la semaine qui suit sa nomination, présente au Président de la Fédération de Russie des propositions sur la structure des organes fédéraux du pouvoir exécutif à l'exception du

cas où le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie précédent a été relevé de ses fonctions par le Président de la Fédération de Russie.

2. Le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie présente pour confirmation à la Douma d'État les candidatures des vice-présidents du Gouvernement de la Fédération de Russie et des ministres fédéraux (à l'exclusion des ministres fédéraux visés au point e1 de l'article 83 de la Constitution de la Fédération de Russie). La Douma d'État dans un délai n'excédant pas une semaine adopte une décision concernant les candidatures présentées.

3. Les vice-présidents du Gouvernement de la Fédération de Russie et les ministres fédéraux, dont les candidatures sont confirmées par la Douma d'État, sont nommés aux fonctions par le Président de la Fédération de Russie. Le Président de la Fédération de Russie n'est pas en droit de refuser de nommer aux fonctions de vice-présidents du Gouvernement de la Fédération de Russie et de ministres fédéraux, dont les candidatures ont été confirmées par la Douma d'État.

4. Après trois rejets par la Douma d'État des candidatures présentées conformément à la partie 2 de cet article des vice-présidents du Gouvernement de la Fédération de Russie et des ministres fédéraux, le Président de la Fédération de Russie est en droit de nommer les vice-présidents du Gouvernement de la Fédération de Russie et les ministres fédéraux parmi les candidatures présentées par le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie. Si après trois rejets par la Douma d'État des candidatures présentées conformément à la partie 2 de cet article, plus d'un tiers des postes des membres du Gouvernement de la Fédération de Russie (à l'exception des postes de ministres fédéraux visés au point e¹ de l'article 83 de la Constitution de la Fédération de Russie) restent vacants, le Président de la Fédération de Russie est en droit de dissoudre la Douma d'État et d'organiser de nouvelles élections.

5. Dans le cas prévu à la partie 4 de l'article 111 de la Constitution de la Fédération de Russie, ainsi que dans le cas de dissolution de la Douma d'État conformément à la Constitution de la Fédération de Russie, le Président de la Fédération de Russie nomme les vice-présidents du Gouvernement de la Fédération de Russie et les ministres fédéraux (à l'exception des postes de ministres fédéraux visés au point e1 de l'article 83 de la Constitution de la Fédération de Russie) sur proposition du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie.

Article 113

Le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, conformément à la Constitution de la Fédération de Russie, aux lois fédérales, aux décrets, aux instructions, aux ordres du Président de la Fédération de Russie organise le travail du Gouvernement de la Fédération de Russie. Le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie porte la responsabilité personnelle devant le Président de la Fédération de Russie pour la réalisation des compétences dévolues au Gouvernement de la Fédération de Russie.

Article 114

1. Le Gouvernement de la Fédération de Russie:

a) élabore et présente à la Douma d'État le budget fédéral et en assure l'exécution; présente à la Douma d'État le compte rendu d'exécution du budget fédéral; présente à la Douma d'État les compte-rendus annuels de son activité y compris les questions posées par la Douma d'État ;

b) assure la mise en oeuvre dans la Fédération de Russie d'une politique financière, de crédit et monétaire unique;

c) assure la mise en oeuvre dans Fédération de Russie d'une politique d'État unique et socialement orientée dans le domaine de la culture, de la science, de l'enseignement, de la santé, de la protection sociale, du soutien, du renforcement et de la protection de la famille, de la préservation des valeurs familiales traditionnelles et également dans le domaine de la protection de l'environnement;

c¹) assure le soutien étatique du développement scientifico-technologique de la Fédération de Russie, la préservation et le développement de son potentiel scientifique;

c²) assure le fonctionnement du système de protection sociale des invalides, fondé sur l'exercice plein et égal par eux de droits et libertés de l'homme et du citoyen, leur intégration sociale sans aucune discrimination, la création d'un milieu accessible aux invalides et l'amélioration de leur qualité de vie;

d) exerce l'administration de la propriété fédérale;

e) adopte des mesures pour assurer la défense du pays, la sécurité de l'État, la réalisation de la politique extérieure de la Fédération de Russie;

f) adopte de mesures destinées à assurer la légalité, les droits et libertés des citoyens, la protection de la propriété et de l'ordre public, la lutte contre la criminalité;

f¹) adopte des mesures en soutien aux institutions de la société civile, notamment aux organisations à but non-lucratif, assure leur participation dans la préparation et l'exercice de la politique d'État;

f²) adopte des mesures en soutien à l'activité bénévole (volontaire);

f³) favorise le développement de l'entrepreneuriat et de l'initiative privée;

f⁴) garantit la réalisation des principes du partenariat social en matière de réglementation du travail et des relations qui y sont directement liées;

f⁵) adopte des mesures visant à créer des conditions favorables pour la vie du peuple, à réduire l'impact négatif des activités économiques et autres activités sur

l'environnement, la conservation de la diversité naturelle et biologique unique du pays, la création dans la société d'une attitude responsable envers les animaux;

f⁶) crée les conditions pour le développement d'un système d'éducation environnementale des citoyens, de formation à une culture écologique;

g) exerce les autres attributions qui lui sont conférées par la Constitution de la Fédération de Russie, les lois fédérales et les décrets du Président de la Fédération de Russie.

2. La procédure de fonctionnement du Gouvernement de la Fédération de Russie est fixée par la loi constitutionnelle fédérale.

Article 115

1. Sur la base et en application de la Constitution de la Fédération de Russie, des lois fédérales, des décrets, des instructions, des ordres du Président de la Fédération de Russie, le Gouvernement de la Fédération de Russie adopte des arrêtés et ordonnances, assure leur exécution.

2. Les arrêtés et ordonnances du Gouvernement de la Fédération de Russie sont obligatoires pour l'exécution en Fédération de Russie.

3. Au cas où ils sont contraires à la Constitution de la Fédération de Russie, aux lois fédérales, aux décrets, aux instructions, aux ordres du Président de la Fédération de Russie, les arrêtés et ordonnances du Gouvernement de la Fédération de Russie peuvent être abrogés par le Président de la Fédération de Russie.

Article 116

Le Gouvernement de la Fédération de Russie présente sa démission au Président de la Fédération de Russie nouvellement élu.

Article 117

1. Le Gouvernement de la Fédération de Russie peut présenter sa démission, qui est acceptée ou refusée par le Président de la Fédération de Russie.

2. Le Président de la Fédération de Russie peut décider de mettre fin aux fonctions du Gouvernement de la Fédération de Russie.

3. La Douma d'État peut exprimer sa défiance au Gouvernement de la Fédération de Russie. L'arrêté sur la défiance au Gouvernement est adopté à la majorité des voix de l'ensemble des députés à la Douma d'État. Après l'expression par la Douma d'État de la défiance au Gouvernement, le Président de la Fédération de Russie a le droit de déclarer le Gouvernement de la Fédération de Russie démissionnaire ou de ne pas être d'accord avec la décision de la Douma d'État. Au cas où la Douma d'État, dans les

trois mois, exprime à nouveau la défiance au Gouvernement de la Fédération de Russie, le Président de la Fédération de Russie déclare le Gouvernement démissionnaire ou dissout la Douma d'État et organise de nouvelles élections.

4. Le Président du Gouvernement est en droit de poser la question de confiance devant la Douma d'État qui doit être examinée dans un délai de sept jours. Si la Douma d'État refuse sa confiance au Gouvernement de la Fédération de Russie, le Président de la Fédération de Russie, dans un délai de sept jours, est en droit de prendre la décision de démission du Gouvernement de la Fédération de Russie ou de dissolution de la Douma d'État et d'organisation de nouvelles élections. Si le Gouvernement de la Fédération de Russie, dans un délai de trois mois, pose à nouveau à la Douma d'État la question de confiance, et la Douma d'État refuse sa confiance au Gouvernement de la Fédération de Russie, le Président de la Fédération de Russie décide de la démission du Gouvernement de la Fédération de Russie ou de la dissolution de la Douma d'État et d'organisation de nouvelles élections.

4¹. Le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, le vice-président du Gouvernement de la Fédération de Russie, le ministre fédéral est en droit de présenter sa démission, qui sera acceptée ou refusée par le Président de la Fédération de Russie.

5. En cas de démission ou de cessation de fonctions, le Gouvernement de la Fédération de Russie, à la demande du Président, demeure en activité jusqu'à la formation du nouveau Gouvernement de la Fédération de Russie. Dans le cas d'une révocation de ses fonctions par le Président de la Fédération de Russie ou d'une démission du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie, du vice-président du Gouvernement de la Fédération de Russie, du ministre fédéral, le Président de la Fédération de Russie est en droit de lui charger de continuer à exercer ses fonctions statutaires ou de les transmettre à une autre personne en attendant la nomination correspondante.

6. La Douma d'État ne peut pas déclarer sa méfiance au Gouvernement de la Fédération de Russie et le Président du Gouvernement de la Fédération de Russie ne peut pas poser à la Douma d'État la question de confiance au Gouvernement de la Fédération de Russie dans les cas prévus aux parties 3-5 de l'article 109 de la Constitution de la Fédération de Russie, et également dans un délai d'un an à compter de la nomination du Président du Gouvernement de la Fédération de Russie conformément à la partie 4 de l'article 111 de la Constitution de la Fédération de Russie.

Chapitre 7. Le pouvoir judiciaire et la Procuratura

Article 118

1. La justice dans la Fédération de Russie est rendue uniquement par le tribunal.

2. Le pouvoir judiciaire est exercé au moyen des procédures judiciaires constitutionnelle, civile, arbitrale, administrative et pénale.

3. Le système judiciaire de la Fédération de Russie est établi par la Constitution de la Fédération de Russie et loi constitutionnelle fédérale. Le système judiciaire de la Fédération de Russie est composé de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, des juridictions fédérales de compétence générale, des juridictions d'arbitrage et des juges de paix des sujets de la Fédération de Russie. La création de juridictions d'exception est interdite.

Article 119

Peuvent être juges les citoyens de plus de 25 ans, ayant une formation juridique supérieure et l'expérience dans une profession juridique au moins de cinq ans, résidant de manière permanente dans la Fédération de Russie, ne possédant pas la citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. Selon la loi fédérale, il est interdit aux juges des tribunaux de la Fédération de Russie d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie. Des exigences complémentaires à l'égard des juges des tribunaux de la Fédération de Russie peuvent être établies par la loi fédérale.

Article 120

1. Les juges sont indépendants et ne sont soumis qu'à la Constitution de la Fédération de Russie et à la loi fédérale.

2. Le tribunal qui, lors de l'examen d'une affaire, a établi la non-conformité à la loi d'un acte d'un organe de l'État ou d'un autre organe, statue conformément à la loi.

Article 121

1. Les juges sont inamovibles.

2. Le mandat du juge ne peut être interrompu ou suspendu que selon la procédure et pour les motifs établis par la loi fédérale.

Article 122

1. Les juges sont inviolables.

2. Le juge ne peut faire l'objet de poursuites pénales que selon la procédure fixée par la loi fédérale.

Article 123

1. L'instance dans tous les tribunaux est publique. L'audition de l'affaire en séance à huis clos est permise dans les cas prévus par la loi fédérale.

2. Le jugement par défaut des affaires pénales dans les tribunaux est interdit en dehors des cas prévus par la loi fédérale.

3. La procédure judiciaire est mise en oeuvre sur la base du principe de contradiction et d'égalité en droit des parties.

4. Dans les cas prévus par la loi fédérale, la procédure judiciaire est effectuée avec la participation de jurés.

Article 124

Le financement des tribunaux est effectué uniquement par le budget fédéral et doit assurer la possibilité de rendre la justice pleinement et de façon indépendante, conformément à la loi fédérale.

Article 125

1. La Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie est l'organe judiciaire supérieur du contrôle constitutionnel à la Fédération de Russie exerçant le pouvoir judiciaire au moyen de la procédure constitutionnelle dans le but de protéger les fondements de l'ordre constitutionnel, des droits fondamentaux et des libertés de l'homme et du citoyen, d'assurer la suprématie et l'action directe de la Constitution de la Fédération de Russie sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie. La Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie est composée de 11 juges, y compris le Président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie et son adjoint.

2. La Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie à la demande du Président de la Fédération de Russie, du Conseil de la Fédération, de la Douma d'État, d'un cinquième des sénateurs de la Fédération de Russie ou des députés à la Douma d'État, du Gouvernement de la Fédération de Russie, de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, des organes du pouvoir législatif et exécutif des sujets de la Fédération de Russie, statue sur la conformité à la Constitution de la Fédération de Russie:

a) des lois constitutionnelles fédérales, des lois fédérales, des actes normatifs du Président de la Fédération de Russie, du Conseil de la Fédération, de la Douma d'État, du Gouvernement de la Fédération de Russie;

b) des Constitutions des républiques, des statuts ainsi que des lois et des autres actes normatifs des sujets de la Fédération de Russie adoptés sur les questions relevant de la compétence des organes du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et de la compétence conjointe des organes du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et des organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie;

c) des accords entre les organes du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie, des accords entre les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie;

d) des traités internationaux de la Fédération de Russie non entrés en vigueur.

3. La Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie règle les conflits de compétence:

a) entre les organes fédéraux du pouvoir d'État;

b) entre les organes du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie;

c) entre les organes supérieurs d'État des sujets de la Fédération de Russie.

4. la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie selon les modalités prévues par la loi constitutionnelle fédérale, vérifie:

a) sur les plaintes des citoyens contre les violations des droits et des libertés constitutionnels - la constitutionnalité de la loi et des autres actes normatifs visés aux paragraphes "a" et "b" de la partie 2 du présent article appliqués dans une affaire concrète si tous les autres recours judiciaires internes ont été épuisés;

b) sur les demandes des tribunaux - la constitutionnalité de la loi et des autres actes normatifs visés aux paragraphes "a" et "b" de la partie 2 du présent article applicables dans une affaire concrète.

5. La Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie à la demande du Président de la Fédération de Russie, du Conseil de la Fédération, de la Douma d'État, du Gouvernement de la Fédération de Russie, des organes du pouvoir législatif des sujets de la Fédération de Russie donne l'interprétation de la Constitution de la Fédération de Russie.

5¹. La Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie:

a) à la demande du Président de la Fédération de Russie, vérifie la constitutionnalité des projets de loi de la Fédération de Russie sur l'amendement à la Constitution de la Fédération de Russie, des projets de lois constitutionnelles fédérales, des projets de lois fédérales et également des lois adoptées dans l'ordre spécifié par les parties 2 et 3 de l'article 107 et par la partie 2 de l'article 108 de la Constitution de la Fédération de Russie avant leur signature par le Président de la Fédération de Russie;

b) conformément à la procédure établie par la loi constitutionnelle fédérale, résout la question sur la possibilité d'exécuter les décisions des organes interétatiques adoptées à la base des dispositions des traités internationaux de la Fédération de

Russie dans leur interprétation contredisant la Constitution de la Fédération de Russie, ainsi que sur la possibilité d'exécuter la décision de la cour étrangère ou internationale (interétatique), d'un tribunal d'arbitrage étranger ou international imposant les obligations à l'égard de la Fédération de Russie, si cette décision contredit les fondements de l'ordre public de la Fédération de Russie;

c) à la demande du Président de la Fédération de Russie, conformément à la procédure établie par la loi constitutionnelle fédérale, vérifie la constitutionnalité des lois du sujet de la Fédération de Russie avant leur promulgation par le plus haut fonctionnaire du sujet de la Fédération de Russie (le dirigeant de l'organe exécutif supérieur du pouvoir d'Etat du sujet de la Fédération de Russie).

6. Les actes ou leurs dispositions particulières reconnus non constitutionnels cessent d'avoir effet; les traités internationaux de la Fédération de Russie non conformes à la Constitution de la Fédération de Russie n'entrent pas en vigueur et ne sont pas appliqués. Les actes ou leurs dispositions particulières, reconnus constitutionnels dans l'interprétation donnée par la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, ne sont pas applicables dans une autre interprétation.

7. La Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, à la demande du Conseil de la Fédération, donne un avis sur le respect de la procédure établie relative à la mise en accusation du Président de la Fédération de Russie ou du Président de la Fédération de Russie dont les fonctions ont pris fin pour haute trahison ou une autre infraction grave.

8. La Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie exerce d'autres compétences établies par la loi constitutionnelle fédérale.

Article 126

La Cour Suprême de la Fédération de Russie est l'organe judiciaire supérieur pour les affaires civiles, des litiges économiques, pénales, administratives et autres affaires, relevant des tribunaux de droit commun et des cours d'arbitrage institués conformément à la loi constitutionnelle fédérale et exerçant le pouvoir judiciaire au moyen des procédures civile, d'arbitrage, administrative et pénale. La Cour Suprême de la Fédération de Russie exerce dans les formes procédurales prévues par la loi fédérale un contrôle judiciaire des activités des tribunaux de droit commun et des cours d'arbitrage et adopte des instructions sur questions de pratique judiciaire.

Article 127

Supprimée par l'amendement de la Constitution de la Fédération de Russie (loi de la Fédération de Russie sur l'amendement de la Constitution de la Fédération de Russie "Sur la Cour Suprême de la Fédération de Russie et la Procuratura de la Fédération de Russie").

Article 128

1. Le Président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, le Vice-président de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie et les juges de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, le Président de la Cour Suprême de la Fédération de Russie, les vice-présidents de la Cour Suprême de la Fédération de Russie et les juges de la Cour Suprême de la Fédération de Russie sont nommés par le Conseil de la Fédération sur proposition du Président de la Fédération de Russie.

2. Les présidents, les vice-présidents et les juges des autres tribunaux fédéraux sont nommés par le Président de la Fédération de Russie selon la procédure fixée par la loi fédérale.

3. Les attributions, la procédure de formation et de fonctionnement de la Cour Constitutionnelle de la Fédération de Russie, de la Cour Suprême de la Fédération de Russie sont établies par la Constitution de la Fédération de Russie et par la loi constitutionnelle fédérale. Les procédures civile, d'arbitrage, administrative et pénale sont également réglées par les lois de procédure pertinentes.

Article 129

1. La Procuratura de la Fédération de Russie est un système unique fédéral centralisé d'organes, exerçant un contrôle sur le respect de la Constitution de la Fédération de Russie et de l'exécution des lois, un contrôle du respect des droits de l'homme et du citoyen, les poursuites pénales conformément à leurs compétences et d'autres fonctions. Les compétences et les fonctions de la Procuratura de la Fédération de Russie sont établies par la loi fédérale.

2. Les procureurs peuvent être des citoyens de la Fédération de Russie, ne possédant pas de citoyenneté d'un État étranger, ni de titre de séjour, ni tout autre document confirmant le droit de résidence permanente d'un citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire d'un État étranger. Selon la loi fédérale, il est interdit aux procureurs d'ouvrir et de posséder de comptes (dépôts), de posséder des moyens financiers liquides et des valeurs dans des banques étrangères, situées en dehors du territoire de la Fédération de Russie.

3. Le Procureur général de la Fédération de Russie, les procureurs généraux adjoints de la Fédération de Russie sont nommés après la consultation du Conseil de la Fédération et relevés de leurs fonctions par le Président de la Fédération de Russie.

4. Les procureurs des sujets de la Fédération de Russie, les procureurs des procuraturas militaires et autres procuraturas spécialisées, d'un niveau équivalent à celui des procureurs des sujets de la Fédération de Russie sont nommés après la consultation du Conseil de la Fédération et sont relevés de leurs fonctions par le Président de la Fédération de Russie.

5. Les autres procureurs peuvent être nommés et relevés de leurs fonctions par le Président de la Fédération de Russie, si ce régime de nomination et de révocation est établi par la loi fédérale.

6. Si un autre régime n'est pas prévu par la loi fédérale, les procureurs des villes, des districts et des procureurs similaires sont nommés et relevés de leurs fonctions par le Procureur général de la Fédération de Russie.

Chapitre 8. L'autoadministration locale

Article 130

1. L'autoadministration locale en Fédération de Russie assure le règlement par la population, de façon autonome, des questions d'importance locale de possession, de jouissance et de disposition de la propriété municipale.

2. L'autoadministration locale est exercée par les citoyens par la voie du référendum, des élections, des autres formes d'expression directe de la volonté, par les organes élus et les autres organes de l'autoadministration locale.

Article 131

1. L'autoadministration locale est exercée dans les municipalités, dont les formes sont établies par la loi fédérale. Les territoires des municipalités sont déterminés en tenant compte des traditions historiques et locales. La structure des organes de l'autoadministration locale est déterminée par la population de façon autonome, en conformité avec les principes généraux de l'autoadministration locale de la Fédération de Russie, établis par la loi fédérale.

1¹. Les organes du pouvoir d'État peuvent participer à la formation des organes de l'autoadministration locale, à la nomination et à la révocation des fonctionnaires de l'autoadministration locale, selon le régime et dans les cas établis par la loi fédérale.

2. La modification des limites des territoires dans lesquels s'exerce l'autoadministration locale est permise en tenant compte de l'opinion de la population des territoires concernés selon le régime établi par la loi fédérale.

3. Les particularités de l'exercice du pouvoir public sur les territoires des villes d'importances fédérales, des centres administratifs (capitales) des sujets de la Fédération de Russie et sur d'autres territoires peuvent être établies par la loi fédérale.

Article 132

1. Les organes de l'autoadministration locale administrent la propriété municipale, élaborent, approuvent et exécutent le budget local, adoptent les impôts et taxes locaux et règlent les autres questions d'importance locale et également selon la loi fédérale garantissent, dans les limites de leur compétence, l'accès à l'aide médicale.

2. Les organes de l'autoadministration locale peuvent recevoir par la loi fédérale et la loi des sujets de la Fédération de Russie des attributions d'État déterminées à condition du transfert des moyens matériels et financiers nécessaires pour la

réalisation de telles attributions. La réalisation des attributions transférées est soumise au contrôle de l'État.

3. Les organes de l'autoadministration locale et les organes du pouvoir d'État font partie du système unique du pouvoir public de la Fédération de Russie et collaborent à plus grande efficacité de la résolution des problèmes dans l'intérêt de la population résidant sur le territoire concerné.

Article 133

L'autoadministration locale dans la Fédération de Russie est garantie par le droit à la protection judiciaire, à la compensation des dépenses supplémentaires résultant de l'exécution par les organes de l'autoadministration locale en coopération avec les organes du pouvoir d'État des fonctions publiques et également par l'interdiction de limiter les droits de l'autoadministration locale fixés par la Constitution de la Fédération de Russie et la loi fédérale.

Chapitre 9. Les amendements constitutionnels et la révision de la Constitution

Article 134

Les propositions d'amendements et de révision des dispositions de la Constitution de la Fédération de Russie peuvent être présentées par le Président de la Fédération de Russie, le Conseil de la Fédération, la Douma d'État, le Gouvernement de la Fédération de Russie, les organes législatifs (représentatifs) des sujets de la Fédération, ainsi que par un groupe comprenant au moins un cinquième des membres du Conseil de la Fédération ou des députés à la Douma d'État.

Article 135

1. Les dispositions des chapitres 1, 2 et 9 de la Constitution de la Fédération de Russie ne peuvent être révisées par l'Assemblée fédérale.

2. Si la proposition de réviser les dispositions des chapitres 1, 2 et 9 de la Constitution est soutenue par les trois cinquièmes des voix de l'ensemble des membres du Conseil de la Fédération et des députés à la Douma d'État, conformément à la loi constitutionnelle fédérale, une Assemblée constitutionnelle est convoquée.

3. L'Assemblée constitutionnelle, soit confirme l'intangibilité de la Constitution de la Fédération de Russie, soit élabore le projet d'une nouvelle Constitution de la Fédération de Russie qui est adopté par l'Assemblée constitutionnelle à la majorité des deux tiers des voix de l'ensemble de ses membres, ou est soumis au suffrage universel. Dans ce dernier cas, la Constitution de la Fédération de Russie est considérée comme adoptée si plus de la moitié des électeurs ayant pris part au vote ont voté en sa faveur, à condition que de la moitié des électeurs aient part au vote.

Article 136

Les amendements aux dispositions des chapitres 3 à 8 de la Constitution de la Fédération de Russie sont adoptés selon la procédure prévue pour l'adoption de la loi constitutionnelle fédérale et entrent en vigueur après leur approbation par les organes du pouvoir législatif d'au moins les deux tiers des sujets de la Fédération de Russie.

Article 137

1. Les modifications aux dispositions de l'article 65 de la Constitution de la Fédération de Russie, fixant la composition de la Fédération de Russie, sont présentées sur la base de la loi constitutionnelle fédérale sur l'admission dans la Fédération de Russie et la formation en son sein d'un nouveau sujet de la Fédération de Russie et sur la modification du statut juridique-constitutionnel du sujet de la Fédération de Russie.

2. En cas de modification du nom de la république, du territoire, de la région, de la ville d'importance fédérale, de la région autonome, du district autonome le nouveau nom du sujet de la Fédération de Russie est incorporé dans l'article 65 de la Constitution de la Fédération de Russie.

Titre Deux.

Dispositions finales et transitoires

1. La Constitution de la Fédération de Russie entre en vigueur le jour de sa publication officielle conformément aux résultats du vote de l'ensemble du peuple.

La date du scrutin de l'ensemble du peuple 12 décembre 1993 est considérée comme la date de l'adoption de la Constitution de la Fédération de Russie.

Simultanément la Constitution (Loi fondamentale) de la Fédération de Russie-Russie adoptée le 12 avril 1978, avec les modifications et adjonctions postérieures, cesse d'avoir effet.

En cas de non-conformité des dispositions de la Constitution de la Fédération de Russie avec les dispositions du Traité fédéral: Traité sur la délimitation des domaines de compétence et des attributions entre les organes fédéraux du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et les organes du pouvoir d'État des républiques souveraines faisant partie de la Fédération de Russie, Traité sur la délimitation des domaines de compétence et des attributions entre les organes fédéraux du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et les organes du pouvoir des territoires, régions, des villes de Moscou et Saint-Pétersbourg de la Fédération de Russie, Traité sur la délimitation des domaines de compétence et des attributions entre les organes fédéraux du pouvoir d'État de la Fédération de Russie et les organes du pouvoir d'État de la région autonome, des districts autonomes faisant partie de la Fédération de Russie, ainsi que des autres accords entre les organes fédéraux du pouvoir d'État de la Fédération de

Russie et les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie, des accords entre les organes du pouvoir d'État des sujets de la Fédération de Russie, les dispositions de la Constitution de la Fédération de Russie prévalent.

2. Les lois et les autres actes juridiques, valides sur le territoire de la Fédération de Russie avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution, s'appliquent dans la mesure où ils ne sont pas contraires à la Constitution de la Fédération de Russie.

3. Le Président de la Fédération de Russie, dès le jour de l'entrée en vigueur de la présente Constitution, exerce les attributions qu'elle établit jusqu'à l'expiration du mandat pour lequel il a été élu.

4. Le Conseil des ministres - Gouvernement de la Fédération de Russie - dès le moment de l'entrée en vigueur de la présente Constitution exerce les droits, obligations et responsabilités du Gouvernement de la Fédération de Russie établis par la Constitution de la Fédération de Russie et s'appelle désormais le Gouvernement de la Fédération de Russie.

5. Les Tribunaux dans la Fédération de Russie exercent la Justice conformément à leurs attributions fixée par la présente Constitution.

Après l'entrée en vigueur de la Constitution, les juges de tous les tribunaux de la Fédération de Russie conservent leurs attributions jusqu'à l'expiration du mandat pour lequel ils ont été élus. Les emplois vacants sont pourvus selon la procédure établie par la présente Constitution.

6. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi fédérale fixant la procédure d'examen des affaires par le tribunal avec la participation de jurés, la procédure antérieure d'examen judiciaire des affaires correspondantes est maintenue.

Jusqu'à la mise en conformité de la législation sur la procédure pénale de la Fédération de Russie avec les dispositions de la présente Constitution, la procédure précédente d'arrestation, de garde à vue et détention préventive des personnes soupçonnées d'infraction est maintenue.

7. Le Conseil de la Fédération de la première législature et la Douma d'État de la première législature sont élus pour un mandat de deux ans.

8. Le Conseil de la Fédération se réunit pour sa première séance le trentième jour après son élection. La première séance du Conseil de la Fédération est ouverte par le Président de la Fédération de Russie.

9. Le député de la Douma d'État de la première législature peut simultanément être membre du Gouvernement de la Fédération de Russie. Les dispositions de la présente Constitution relatives à l'inviolabilité des députés en ce qui concerne la responsabilité pour actes (ou omissions) liés à l'exercice des obligations de service ne

s'étendent pas aux députés de la Douma d'État - membres du Gouvernement de la Fédération de Russie.

Les députés du Conseil de la Fédération de la première législature exercent leurs attributions sur une base non permanente.